

DE

L'Extension aux Ouvriers agricoles

DE LA LOI DU 9 AVRIL 1898

SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 25 octobre 1907, à 1 h. 1/2

PAR

ROBERT DUBOYS-FRESNEY

Président : M. Camille PERREAU, professeur

Suffragants : { MM. BERTHÉLÉMY, } professeurs
DESCHAMPS. }

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL J.-B. SIREY ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison L. LAROSE et FORCEL

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e Arrond.

L. LAROSE et L. TENIN, Directeurs

1907

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

DE

L'Extension aux Ouvriers agricoles

DE LA LOI DU 9 AVRIL 1898

SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 25 octobre 1907, à 1 h. 1/2

PAR

ROBERT DUBOYS-FRESNEY

Président : M. Camille PERREAU, professeur

Suffragants : { MM. BERTHÉLÉMY, } professeurs
DESCHAMPS. }



LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL J.-B. SIREY ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison L. LAROSE et FORCEL

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e Arrond.

L. LAROSE et L. TENIN, Directeurs

1907



Digitized by the Internet Archive
in 2026

PRÉFACE

On sait que sous le régime du Code Civil, c'est-à-dire sous l'empire des art. 1382 et suivants, l'ouvrier victime d'un accident n'avait droit à une indemnité que s'il faisait la preuve que l'accident était dû à la faute du patron. Tous les accidents dûs à la faute de l'ouvrier, au cas fortuit, à la force majeure, tous ceux dont la cause était inconnue ou insaisissable, demeuraient à sa charge. Même au cas où l'accident avait pour cause la faute du patron, il n'était point toujours facile d'établir cette faute ; — les camarades eux-mêmes, craignant des représailles de la part de leur patron, hésitaient à apporter leurs témoignages. Aujourd'hui, grâce à la loi du 9 avril 1898, l'ouvrier en entrant à l'atelier où sa vie est sans cesse exposée, sait que s'il est victime d'un accident, quelle qu'en soit la cause, il a droit à une indemnité. Cette loi qui a ouvert « une ère de justice et d'humanité » (1) assure à l'ouvrier accidenté,

(1) Loubat, *Des accid. agric.*, n. 48, *in fine*,

sous la seule condition d'établir la relation de cause à effet entre l'accident et le travail, son demi-salaire et les soins nécessités par son état jusqu'au moment où il est à même de retourner à l'atelier. S'il y retourne, sa capacité de travail étant diminuée, la loi lui garantit une rente dont le montant est égal à la moitié de la réduction que l'accident a fait subir au salaire. (Loi du 9 avril 1898, art. 2, al. 2). Au cas d'incapacité absolue et permanente, l'ouvrier a droit à une rente égale aux deux tiers de son salaire annuel. Lorsque l'accident est suivi de mort, la loi indique, au surplus, les personnes auxquelles est servie une pension dont elle détermine le taux et les conditions d'allocation. C'est la notion du risque professionnel supplantant la notion vieillie de la faute ; c'est enfin insérée dans notre législation, cette idée, chère aux amis des ouvriers, exprimée en termes excellents, par le regretté Félix Faure, le 8 mars 1882, — qu'un industriel doit supporter dans ses frais généraux la réparation des accidents survenus à ses ouvriers, au même titre que lui incombent l'usure et la destruction de son matériel. — Mais tout est dit et l'on vient trop tard pour tenter une étude nouvelle de cette loi, amendée, d'ailleurs, et complétée à diverses reprises déjà. Nous voudrions, de façon plus modeste, nous demander seulement dans quelle mesure exacte cette loi reçoit application dans l'agriculture, examiner du même coup la loi du 30 juin 1899, concernant les accidents causés dans les exploitations agricoles par l'emploi de

machines mues par des moteurs inanimés — étudier ensuite la question de savoir s'il ne conviendrait pas d'étendre complètement aux ouvriers agricoles les dispositions de la loi du 9 avril 1898 ou, du moins, sur les bases de cette loi en élaborer une autre, adaptée aux exigences du travail tout spécial des champs. Nous étudierons enfin la loi du 18 juillet 1907, grâce à laquelle les agriculteurs, au même titre que les employeurs non-assujettis à la législation du travail, ont, en tout cas, le droit de s'y soumettre.

DE L'EXTENSION AUX OUVRIERS AGRICOLES

de la loi du 9 avril 1898

SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

INTRODUCTION

**Dans quelle mesure la loi du 9 avril 1898
s'applique-t-elle à l'agriculture ?**

La loi du 9 avril 1898 — pour le dire dès le début — s'applique à l'agriculture dans le cas seulement où l'accident est dû à l'emploi de machines mues par un moteur inanimé, c'est-à-dire de machines mues autrement que par la force des hommes ou des animaux. La loi du 9 avril 1898 porte, en effet, dans son article 1^{er}. « Les accidents survenus, par le fait du travail ou à l'occasion du travail, aux ouvriers et employés occupés dans l'industrie du bâtiment, les usines, manufactures, chantiers, les entreprises de transports,... de chargement et de déchargement, les magasins publics, mines..., et en outre, dans toute *exploitation* ou partie d'exploitation dans laquelle... *il est fait usage d'une machine mue par une force autre que celle de*

l'homme ou des animaux, donnent droit... » Le mot *exploitation*, employé ainsi sans restriction aucune, « *toute exploitation* » comprend, à coup sûr, l'exploitation agricole et depuis longtemps, l'accord est fait sur ce point.

Mais comment se fait-il que la loi du 9 avril 1898 ait ainsi, par prétériton, soumis dans ce seul cas, l'agriculture à ses dispositions ? Cela ne peut s'expliquer qu'à l'aide des travaux préparatoires, des propositions de loi qui ont précédé le projet qui a abouti à la loi du 9 avril 1898.

Dès que l'on commença à parler de risque professionnel, le Parlement se trouva fort divisé sur la question de savoir si l'agriculture serait assujettie au nouveau principe de responsabilité. Trois partis se formèrent. L'un demandait, à raison de l'état précaire de l'agriculture et des charges que la législation nouvelle ferait peser sur elle, que l'agriculture fût soustraite de façon absolue au risque professionnel. L'autre demandait, au contraire, même protection pour les ouvriers industriels et agricoles. A ce parti, se rattachait Félix Faure. Mais, dès 1884, MM. Girard et Martin-Nadaud, dans un rapport qu'ils déposèrent à la Chambre le 16 février, se rallièrent à une troisième opinion, intermédiaire, celle-là, et d'après laquelle précisément seuls les travaux agricoles offrant des dangers spéciaux par suite de l'emploi de machines à vapeur devaient être assimilés aux travaux industriels (1). Et

(1) V. J. *off.*, Chambre des députés, Doc. parl., 1884, annexe, n° 2634, p. 250.

c'est cette opinion qu'exprimait encore M. Duché, le 28 novembre 1887 (1) ; c'est elle qui triompha, le 25 juin 1888, à la Chambre, malgré les efforts de M. Roret qui demandait pour tous les ouvriers le bénéfice des dispositions nouvelles (2). Plusieurs années donc avant que ne fût votée la loi sur les accidents, l'opinion intermédiaire d'après laquelle certains accidents, ceux dus à l'emploi des machines, et encore des machines mues autrement que par l'homme ou les animaux, l'avait emporté. On ne doit donc pas s'étonner de ce que, d'après les termes mêmes de la loi du 9 avril 1898, l'agriculture ne soit soumise que dans ce seul cas au risque professionnel.

Mais les agriculteurs qui, depuis de longues années luttèrent afin de soustraire totalement l'agriculture à la législation qui s'élaborait péniblement, s'émurent lorsqu'ils apprirent que la loi, sans même la nommer, s'appliquait à l'agriculture dans la mesure que nous venons de déterminer, puisqu'elle embrassait *toute* exploitation où il est fait usage de moteurs inanimés. De leur émotion est d'ailleurs sortie cette loi du 30 juin 1899, à laquelle nous avons déjà fait allusion, et qui précise le sort des accidents agricoles dus auxdits moteurs. M. J. Goujon, durant la discussion d'une proposition de loi de M. Gervais por-

(1) V. *J. off.*, Chambre des députés, Doc. parl., 1887, annexe, n° 2150, p. 386.

(2) V. *J. off.*, Chambre des députés, Déb. parl., Séance du 25 juin 1888, p. 1889.

tant résiliation de tous contrats d'assurance contre les accidents du travail souscrits avant la mise en application de la loi du 9 avril 1898, soutint que la proposition ne pouvait pas s'étendre aux assurances agricoles, la loi du 9 avril 1898 ne visant point les exploitations rurales où il n'est fait emploi d'un moteur inanimé *qu'accidentellement* (1). MM. Millerand, L. Ricard et Delombre protestèrent contre pareille interprétation de la loi. M. J. Goujon présenta alors un amendement à la proposition de loi de M. Gervais, d'après lequel « la présente loi (celle ayant pour objet la résiliation des contrats d'assurances) n'est point applicable aux agriculteurs qui ne se servent *qu'accidentellement* de moteurs inanimés ». Sur une observation de M. Millerand, M. J. Goujon modifia son amendement en ce sens que ni la loi de 1898, ni la loi en préparation n'étaient applicables aux agriculteurs qui n'emploient *qu'accidentellement* des moteurs inanimés. C'était la question de principe posée de nouveau devant la Chambre par les partisans de l'opinion d'après laquelle l'agriculture devait être soustraite à la législation du risque professionnel. Le rapporteur de la Commission de prévoyance et d'assurance sociales, M. Audiffred, devant laquelle avait été renvoyé l'amendement, déclara, le lendemain, que la Commission était d'avis *que la loi de 1898 ne s'appliquait point aux exploitations agricoles qui n'emploient qu'acciden-*

(1) V. J. *off.*, Chambre des députés, Déb. parl., Séance du 4^{er} juin, 1899, p. 1537, *in fine*.

tellement des moteurs inanimés. C'est contre cette interprétation de la loi que s'éleva, le 2 juin 1899, M. Mirman : il affirma, d'abord — qu'il était hors de toute contestation que la *loi s'appliquait aux accidents agricoles survenus du fait des machines mues par des moteurs inanimés* — puis il fût amené à se demander qui était responsable de l'indemnité. L'agriculteur, sans doute, lorsque le moteur est sa propriété et est par lui dirigé. Mais qui? lorsque le moteur appartient à un tiers exploitant. « Qui paiera? dit M. Mirman. Qui, en vue de cette responsabilité, aura le devoir de s'assurer? Est-ce le cultivateur à qui appartient le blé qu'on vient battre, ou est-ce, au contraire, l'exploitant de la machine qu'on a apportée dans la ferme et au moyen de laquelle on bat la récolte » (1)? Et M. Mirman présenta alors une motion d'après laquelle « *tous les accidents dus au fait de machines agricoles mues par des moteurs inanimés et dont seront victimes les personnes employées à la conduite ou au service de ces machines sont à la charge du chef d'entreprise desdits moteurs dans les conditions de la loi de 1898* » (2). De cette motion, la Commission fit l'objet d'une proposition de loi spéciale, et chargea son auteur d'en faire le rapport. Le texte suivant fut soumis à la Chambre : « Les accidents occasionnés par l'emploi de

(1) V. J. off., Chambre des députés, Déb. parl., Séance du 2 juin 1899, p. 1556, 3^e col.

(2) V. J. off., Chambre des députés, Déb. parl., Séance du 2 juin 1899, p. 1557. 1^{re} col.

machines agricoles mues par des moteurs inanimés et dont sont victimes, par le fait ou à l'occasion du travail, les personnes, quelles qu'elles soient, occupées à la conduite ou au service de ces moteurs ou machines, sont à la charge de l'exploitant dudit moteur. — Est considéré comme exploitant l'individu ou la collectivité qui dirige le moteur ou le fait diriger par ses préposés. — Si la victime n'est pas salariée ou n'a pas un salaire fixe, l'indemnité due est calculée selon les tarifs de la loi du 9 avril 1898, d'après le salaire moyen des ouvriers agricoles de la commune ».

Ce texte auquel fut ajouté un alinéa : « En dehors du cas ci-dessus déterminé, la loi du 9 avril 1898 n'est pas applicable à l'agriculture », devint la teneur de la loi connue aujourd'hui sous la dénomination de « Loi du 30 juin 1899 ». C'est bien — comme on le voit — aux doléances des partisans de l'opinion d'après laquelle l'agriculture devait rester en dehors du cadre de la loi du 9 avril 1898 — que cette loi du 30 juin 1899 doit son existence. *Elle a été motivée par la nécessité de préciser la situation faite à l'agriculture par la loi du 9 avril 1898, qui ne la visait, ainsi que nous l'avons dit, dès le début de cette introduction que d'une façon en quelque sorte indirecte. La loi du 9 avril 1898 déclarait responsable des accidents occasionnés par des machines mues par un moteur inanimé l'agriculteur exploitant du moteur ; la loi du 30 juin 1899 a étendu cette responsabilité à l'exploitant du moteur, lorsque ledit exploitant n'est pas l'agriculteur lui-même.*

A propos de cette extension — déjà réalisée — de la loi du 9 avril 1898, il nous faut tout d'abord :

1) Indiquer nettement quelle est exactement, de par la loi du 30 juin 1899, la personne responsable, et rechercher la raison de cette responsabilité ;

2) Examiner ensuite à quelles conditions cette responsabilité est encourue — et enfin,

3) Au profit de quelles personnes elle est édictée.

C'est, en somme, une étude d'ensemble de la loi qu'il nous faut faire.

CHAPITRE PREMIER

La loi du 30 juin 1899

I. Personnes responsables. — Raison de la responsabilité

La loi du 30 juin 1899 déclare responsable des accidents occasionnés par l'emploi de machines agricoles mues par un moteur inanimé l'exploitant du moteur, et de nombreux arrêts ont consacré cette responsabilité admise sans conteste. La personne responsable, ce n'est donc pas l'agriculteur, (bien entendu à condition qu'il ne soit pas lui-même propriétaire et exploitant du moteur), ce n'est pas non plus le propriétaire de la machine : une machine sans moteur ne risque point de semer la mort autour d'elle ; ce n'est pas même le propriétaire du moteur qui « peut être exploité de place en place par un autre que lui et peut-être fort loin de lui (1). » Seul, est responsable

(1) V. J. Off. Chambre des députés, Déb. parl., Séance du 8 juin 1899 p. 1596, 3^e col., *in fine*.

l'exploitant du moteur. Lui seul, en effet, a la direction du moteur, lui seul doit pouvoir être tenu pour responsable. L'emploi du moteur est la source du risque : c'est uniquement la direction de cet organe essentiel qui engendre la responsabilité.

Il ne faudrait pas croire, en effet, que la loi du 30 juin 1899 a édicté la responsabilité de l'exploitant du moteur dans le but de dégrever d'autant les agriculteurs. Il va de soi que, déclaré responsable, l'exploitant du moteur louera son moteur et ses services plus cher. Cette responsabilité a été surtout édictée parce qu'elle s'imposait, parce que c'était justice de l'édicter : là où est la direction, là seulement peut être la responsabilité.

Et puis, « l'exploitant du moteur va de commune en commune, de ferme en ferme ; dans le courant d'un seul mois, restant à chaque endroit un jour ou deux, il peut mettre son entreprise au service d'une quinzaine, d'une vingtaine même de cultivateurs différents. Pour que les intérêts des travailleurs agricoles qui, durant ce mois, collaborent successivement avec la machine, soient sauvegardés, il faudrait donc que chacun de ces vingt cultivateurs signât une police d'assurance, valable pour une journée de battage. Combien négligeraient de le faire, soit parce qu'ils seraient mal renseignés sur leurs devoirs, soit à cause des petites formalités à accomplir, des indispensables paperasses à signer ! Si, au contraire, l'exploitant du moteur est, sans ambiguïté, déclaré responsable,

c'est à lui qu'incombe la tâche de contracter pour toute la durée de sa saison une police unique ; il est, en définitive, le seul collecteur des primes d'assurance, et ainsi l'application de la loi est soumise à beaucoup moins d'aléas (1). » Mais c'est là une conséquence heureuse résultant du fait de la substitution de la responsabilité de l'exploitant à celle de l'agriculteur, plutôt qu'une raison subsidiaire de cette substitution. Et la preuve en est que l'agriculteur est resté bel et bien responsable, conformément au texte de l'art. 1^{er} de la loi du 9 avril 1898, lorsqu'il est propriétaire et exploitant du moteur. Comment, d'ailleurs, en ce cas, la substitution eût-elle pu s'opérer ?

Quoiqu'il en soit, il est acquis :

1^o Que l'exploitant est seul responsable des accidents occasionnés par le moteur ;

2^o Que l'agriculteur est tenu, en qualité d'exploitant, lorsqu'il est lui-même l'exploitant du moteur.

A ce propos, il convient de s'arrêter un instant à diverses hypothèses pratiques.

Il n'y a aucune difficulté au cas où l'agriculteur est propriétaire du moteur et l'exploite ; de même si l'agriculteur loue le moteur ou l'emprunte, et l'exploite. Mais que décider si, avec le moteur, l'agriculteur loue tout le personnel y attaché ? Peut-on soutenir que l'agriculteur dirige

(1) V. J. *off.* Chambre des députés, Déb. parl., Séance du 8 juin 1899, p. 4393, col. 2, *in fine*.

encore le moteur et doit être déclaré, en conséquence, responsable? Nous ne le pensons point. Le personnel attaché au moteur n'a fait aucune convention avec l'agriculteur, n'est lié avec lui aucunement, il est en déplacement, et le travail achevé, il retournera chez le propriétaire du moteur, constructeur ou entrepreneur. L'agriculteur n'a aucune compétence pour diriger les travaux; seul, le propriétaire du moteur qui continue à le diriger par l'intermédiaire de son personnel doit être responsable. C'est en ce sens que se prononce M. Loubat, dans son *Traité sur les accidents agricoles* (1); et avec lui, nous tenons à faire remarquer que l'agriculteur ne pourrait même pas, en pareille hypothèse, convenir qu'il assumerait la responsabilité à laquelle la loi du 30 juin 1899 soumet l'exploitant du moteur. Pseudo-exploitant, il ne peut prendre à sa charge la responsabilité qu'encourt l'exploitant véritable. « Le législateur a voulu que ses dispositions fussent observées comme une nécessité sociale; il les a imposées à tous de manière que nul ne puisse s'y soustraire par des conventions privées :... une convention déplaçant la responsabilité légale est donc sans valeur. S'il en était autrement, l'agriculteur serait certainement exposé aux embûches qu'on ne manquerait pas de lui tendre pour lui faire endosser la responsabilité du risque auquel donne lieu l'emploi des moteurs ». (2)

(1) Loubat, *op. cit.*, n. 353.

(2) Loubat, *op. cit.*, n. 356.

Lorsque le moteur dépend de l'exploitation agricole, y est attaché, le fermier assume la responsabilité des accidents occasionnés par son emploi. Et cela toujours en vertu de la même raison : le fermier cultive sous sa propre responsabilité, dirige à sa guise le moteur. Au bailleur qui ne s'est pas réservé par une clause du bail à ferme la direction du moteur ne peut incomber la charge des accidents.

C'est précisément d'ailleurs, parce que certains auteurs sont tentés de voir dans le métayer un associé du bailleur qu'ils divisent, au cas d'accidents dûs à une machine mue par un moteur inanimé attachée à la ferme, la responsabilité en résultant. (1)

Il nous paraît plus conforme à l'esprit de la loi du 30 juin 1899 de ne point partager ainsi la responsabilité. Seul, avons-nous dit, l'exploitant doit être déclaré responsable. Si donc le métayer exploite en réalité le moteur, il doit, à l'exemple du fermier, être déclaré tenu des accidents occasionnés par le moteur ; si, au contraire, le bailleur s'est réservé la direction et la conduite du moteur, c'est lui qui doit réparation.

Notons, qu'« est considéré comme exploitant l'individu ou la collectivité qui dirige le moteur ou le fait diriger par ses préposés ». (Loi du 30 juin 1899, art. unique, al. 2). Peu importe, en effet, que l'exploitant du moteur soit un

(1) V. not., Sachet, *Tr. de la lég. sur les accid. du trav.*, 3^e éd., t. 1, n. 260.

simple particulier ou une collectivité, syndicat, commune ou association quelconque. Ici encore sera responsable celui qui assumera la direction du moteur. « Si le syndicat prête ou loue le moteur au cultivateur, a dit M. Mirman, laissant à celui-ci le soin de le diriger lui-même ou de choisir le préposé qui le dirigera, le prêt ou la location de la machine inerte ne saurait en toute justice engager la responsabilité de son propriétaire ; c'est celui qui met le moteur en œuvre, qui l'actionne, qui le dirige ou le fait diriger, qui lui donne le mouvement, la puissance agissante et aussi la puissance destructive en cas d'accidents, c'est lui qui sera considéré comme l'exploitant. Si, au contraire, — et il serait à tous égards préférable que cette situation fût le cas général — si le syndicat attache au moteur qu'il possède un préposé choisi par lui, chargé de le diriger, c'est le syndicat qui est l'exploitant réel du moteur, le cultivateur n'étant plus réduit qu'à un rôle absolument passif. » (1)

Indiquons enfin que, seul, l'exploitant est tenu, même s'il est insolvable. Au Sénat, M. Félix Martin a demandé, qu'au cas d'insolvabilité de l'exploitant du moteur, la victime ait un recours contre l'agriculteur, coupable d'avoir traité avec un exploitant insolvable et non assuré ; (2) mais la proposition fut repoussée : on n'a pas voulu, au

(1) *J. off.* Chambre des députés, Déb. parl., Séance du 8 juin 1899, p. 1595, 3^e col., *in fine*.

(2) *J. off.* Sénat, Déb. parl., Séance du 29 juin 1899, p. 796, 3^e col.

moment où l'on s'efforçait d'exempter l'agriculteur de toute responsabilité, le rendre responsable, même subsidiairement. « Laissez-moi vous dire, déclara M. Milliard, que si vous acceptez l'amendement de M. Martin, vous irez directement contre le projet de loi, contre l'esprit qui l'anime, contre la raison qui l'a déterminé. Laissez-moi vous dire encore que vous mettrez les cultivateurs dans une singulière situation et dans un grand embarras. Ils n'auront, il est vrai, qu'une responsabilité de second ordre ; ils se demanderont nécessairement s'il ne faut pas se faire assurer. Les uns hésiteront ; les prudents contracteront une assurance ; et vous aurez ainsi renouvelé les préoccupations et les inquiétudes que le projet de loi avait pour but de dissiper. » (1)

Et il en est ainsi, que l'ouvrier accidenté soit au service de l'exploitant ou au service du fermier. Au premier, à l'ouvrier de l'exploitant, on reproche, on peut reprocher d'avoir suivi un patron qui n'était point assuré, et on peut, en tout cas, lui objecter qu'aucun contrat ne le lie à l'agriculteur. On ne peut adresser pareil reproche, et faire pareille objection au second. Et cependant tout recours contre le fermier, son maître, lui a été refusé pour la raison que nous venons d'indiquer. M. L. Martin ne visait, d'ailleurs, que les ouvriers au service de l'agricul-

(1) *J. off.*, Sénat, Déb. parl., Séance du 29 juin 1899, p. 800, 2^e col.

teur. Pour eux seulement il demandait le recours contre leur maître (1).

II. Conditions de la responsabilité

Voyons à présent à quelles conditions la responsabilité de l'exploitant du moteur est encourue.

(1) Il est un cas cependant assez curieux où, d'après un arrêt de la Cour de Cassation l'agriculteur contre lequel le législateur n'a pas voulu admettre une responsabilité même subsidiaire serait seul tenu des conséquences de l'accident !

Il faut supposer : a) que la victime a cité en responsabilité exploitant et agriculteur ; b) que l'agriculteur *à tort* a été seul déclaré responsable ; c) que l'agriculteur ne s'est pas pourvu ; d) que l'ouvrier, lui, s'est pourvu seulement contre la disposition de l'arrêt déclarant mal fondée l'action dirigée en même temps et aux mêmes fins contre l'exploitant. — Toutes ces circonstances se sont trouvées réalisées dans une espèce soumise à la Cour de Cassation qui a donné lieu à un arrêt du 6 août 1902 ; et la Cour suprême a déclaré que si l'ouvrier blessé fait juger contre son maître que celui-ci est, en vertu de la loi du 9 avril 1898, pour une raison quelconque, responsable de l'accident qui lui est survenu dans une opération agricole, il perd le droit de s'adresser à l'exploitant de la machine, et de demander contre lui l'application de la loi du 30 juin 1899. L'arrêt se fonde sur ce que les dispositions de la loi du 9 avril 1898 excluent l'éventualité d'une double responsabilité engagée vis-à-vis de la victime, et la déclare, en conséquence irrecevable à attaquer l'arrêt d'appel dans celle de ses dispositions qui décharge l'exploitant. V. Cass. 6 août 1902 (S. et P. 1903. 1. 333). V. au surplus, la note sous cet arrêt. — Ajoutons que l'arrêt d'appel qui avait déclaré seul responsable l'agriculteur, en vertu de la loi du 9 avr. 1898, a été rendu, le 16 janv. 1900, par la Cour d'Angers. V. Angers, 16 janv. 1900 (S. et P. 1901. 2. 89.)

L'exploitant, nous dit le texte de la loi, est tenu « des accidents occasionnés par l'emploi de machines agricoles mues par des moteurs inanimés, et dont sont victimes, par le fait ou à l'occasion du travail, les personnes occupées à la conduite ou au service de ces moteurs ou machines... » Il faut donc, pour que l'exploitant encoure une responsabilité :

- 1) Que l'accident se soit produit dans une exploitation agricole ;
- 2) Que l'accident soit occasionné par l'emploi de la machine agricole ;
- 3) Que cette machine soit mue par un moteur inanimé ;
- 4) Que l'accident se produise par le fait ou à l'occasion du travail ;
- 5) Que la victime soit occupée à la conduite ou au service de la machine ou du moteur.

Reprenons successivement ces conditions.

a) *Il faut que l'accident se soit produit dans une exploitation agricole*

Il faut d'abord qu'il s'agisse d'une exploitation agricole. Si l'exploitation est industrielle, la victime de l'accident invoquera purement et simplement la loi du 9 avril 1898. Il est, d'ailleurs, assez malaisé de déterminer parfois si l'exploitation a le caractère agricole ou industriel. C'est là

une question de fait que les juges du fond résolvent selon les circonstances de la cause.

Mais il va de soi que les travaux qui se réfèrent exclusivement à la culture champêtre, à la préparation des terrains, aux labours, à l'épandage des engrais, à l'ensemencement, au fauchage, à l'enlèvement des moissons, au battage des grains (1) sont des travaux essentiellement agricoles. Si ces travaux sont exécutés, à l'aide de machines mues par un moteur inanimé, la loi du 30 juin 1899 est applicable au cas d'accident; s'ils sont exécutés par les bras de l'homme ou à l'aide de machines mues par un moteur animé, c'est le droit commun qui reçoit application.

La confection du fumier, sa manipulation, constituent aussi des opérations agricoles exclusives du risque professionnel aux termes de la loi du 9 avril 1898 : seule, la distribution du fumier liquéfié, pratiquée au moyen d'une machine mue par un moteur inanimé permettrait à l'ouvrier, victime d'accident, d'invoquer les dispositions de la loi du 30 juin 1899. Hors ce cas, l'ouvrier ne recevra indemnité que s'il établit la faute de l'agriculteur. De même, constitue un travail exclusivement agricole donnant lieu à la seule application de la loi du 30 juin 1899, l'éla-

(1) V. Cass. 5 janv. 1903 (S. et P. 1904, 1. 463. — D. P. 1904. 1. 516).

gage des arbres fruitiers ou d'ornement (1); et l'élagueur ne devient pas un entrepreneur de transport en dégageant le terrain des résidus qui l'encombrent, ou en amenant ses produits à l'endroit où ils doivent être vendus (2). Constitue aussi un travail agricole la coupe des arbres et leur débit en planches (3). Le transport des raisins à la cuve ne donne également lieu à application de la loi du 30 juin 1899 que s'il est fait par une machine à moteur inanimé, par une voiture automobile par exemple. La manipulation des vins, des cuves et des tonneaux, quelle qu'en soit l'importance, échappe, d'ailleurs, au risque professionnel général.

Constitue encore un travail agricole soumis au risque professionnel spécial de la loi du 30 juin 1899 l'exploitation d'une coupe forestière (4), et cela sans qu'il y ait à rechercher pour le compte de qui il y est procédé (5). Le sciage et le débitage sont, au surplus, des opérations inhérentes à l'exploitation forestière, et ne la convertissent pas en une entreprise industrielle : le parterre de la coupe

(1) V. Rouen, 11 avr. 1900 (S. et P. 1900. 2. 277); Cass. 8 mai 1901 (S. et P. 1902. 1. 69 — D. P. 1901. 1. 272).

(2) V. Nîmes, 1^{er} août 1906 (S. et P. 1907. 2. 47 — D. P. 1906. 2. 377).

(3) V. S. et P. *Lois ann.* de 1899, p. 841, 2^e col.

(4) V. Cass. 4 août 1903 (S. et P. 1904. 1. 491 — D. P. 1904. 1. 46); 26 oct. 1903 (S. et P. 1904. 1. 492 — D. P. 1904. 1. 46); 19 avr. 1904 (S. et P. 1907. 1. 183 — D. P. 1904. 1. 553).

(5) V. Cass. 4 août 1903, précité; 26 oct. 1903, précité.

n'est pas un chantier soumis à l'application de la loi du 9 avril 1898 (1).

Par contre, l'exploitation d'une carrière de pierres, de sable ou de gravier constitue naturellement un travail industriel, et l'agriculteur qui y emploie ses ouvriers est soumis au risque professionnel général édicté par la loi du 9 avril 1898; l'agriculteur perd sa qualité en se substituant à l'entrepreneur de carrière. Vainement il prétendrait que la carrière n'est que l'accessoire de son exploitation, que ce n'est qu'accidentellement qu'il en tire quelque profit ou qu'il en emploie les produits à l'édification d'une construction (2).

Cessent aussi d'être des viticulteurs et en conséquence tombent sous le coup de la loi du 9 avril 1898, les viticulteurs qui, tout en vendant leur récolte, vendent des raisins achetés.

De même, l'agriculteur devient un industriel assujéti à la loi du 9 avril 1898 lorsqu'il transforme ses produits, si cette transformation est pour lui essentielle, et constitue sa principale occupation : il ne se propose plus alors d'exploiter la terre, mais ses produits.

L'exploitation des forêts peut, de son côté, être tenue pour industrielle, et soumise à la loi du 9 avril 1898, lorsque le propriétaire ouvre de nombreux et vastes

(1) V. Cass. 19 avr. 1904, précité.

(2) V. en ce sens, Loubat, *op. cit.*, n. 86.

chantiers, a une ou plusieurs scieries, des entrepôts, une installation spéciale pour le transport du bois (1).

Ajoutons que les industries annexes, distilleries, sucreries, par exemple, où les récoltes du domaine sont échangées en alcool, sucre, sont en dehors de l'agriculture et relèvent uniquement de la loi du 9 avril 1898 (2).

S'il arrive que les ouvriers agricoles soient employés dans ces distilleries ou sucreries, ils bénéficient des dispositions de cette dernière loi.

b) *Il faut que l'accident soit occasionné par l'emploi de la machine agricole.*

Il ne suffit pas, pour que la loi du 30 juin 1899 reçoive application, que l'accident se soit produit dans une exploitation agricole, il faut en outre que l'accident ait été occasionné par l'emploi de la machine agricole. En effet, s'il n'est pas nécessaire que l'accident soit *causé* par la machine agricole, de façon en quelque sorte immédiate, *il faut du moins, pour que cette seconde condition, soit réalisée, que la machine ait été la cause occasionnelle, non efficiente de l'accident.* Il suffit, mais il importe que l'emploi de la machine ait occasionné l'accident, pour que l'exploitant puisse être déclaré responsable. La cour de Grenoble a

(1) V. en ce sens, Loubat, *op. cit.*, n. 148, et s.

(2) V. en ce sens, *J. off.*, Chambre des députés, Déb. parl., Séance du 30 juin 1899, p. 1751, 2^e col., *in fine*.

posé, en termes exprès, le principe : « La responsabilité de l'exploitant est engagée, dit-elle, à raison de l'accident survenu à l'ouvrier, qui, au cours du travail à lui confié, a fait une chute, sans qu'il soit nécessaire que l'accident ait été le fait de la machine ; il suffit que l'accident ait été occasionné par l'emploi de la machine » (1).

Et elle décide que l'accident a été occasionné par l'emploi de la machine, dès lors que la victime concourait aux opérations du battage, et était en contact direct avec elle. Et tous les arrêts qui ont tenu pour non réalisée cette condition essentielle à laquelle est subordonnée la responsabilité de l'exploitant, en ont ainsi décidé parce que l'emploi de la machine n'était, à proprement parler, ni la cause, ni l'occasion de l'accident. L'accident se serait tout aussi bien produit, si dans l'exploitation, il n'y avait point eu de machine. C'est ainsi que la cour de Limoges a débouté, le 13 février 1900, un ouvrier accidenté qui était employé, dans un local autre que celui où la machine était installée, à dresser une meule avec la paille provenant du battage.

(1) Grenoble, 3 août 1901 (S. et P. 1902. 2. 84). Sur le principe, V. d'ailleurs, Limoges, 13 févr. 1900 (S. et P. 1900. 2. 209 — S. chr., refondu, t. 20, 2^e part., p. 247 — D. P. 1900. 2. 88) ; Rennes, 26 juill. 1900, et Caen 31 juill. 1900 (S. et P. 1901. 2. 45) ; Riom, 3 déc. 1900 (S. et P. 1901. 2. 210 — D. P. 1901. 2. 61) ; Cass. 5 févr. 1902 (S. et P. 1902. 1. 184 — D. P. 1902. 1. 231) ; 15 déc. 1902 (S. et P. 1903, 1. 331 — D. P. 1903. 1. 378) ; 24 déc. 1902 (S. et P. 1903, S. 340 — D. P. 1903, 1. 378) ; 5 janv. 1903 (S. et P. 1904. 1. 183 — D. P. 1903. 1. 378).

L'ouvrier accomplissait là un travail absolument distinct, et n'était même pas soumis à la surveillance de l'exploitant ! (1) C'est ainsi encore que la Cour de Rennes a rejeté la demande d'une ouvrière, qui avait été blessée d'un coup de fourche par l'une de ses compagnes (2), alors qu'elle était occupée avec elles à enlever la paille sortant de la machine (3) et la Cour de Caen, la demande des ayants-droit d'un ouvrier occupé à alimenter la machine, de gerbes de paille, alors que celui-ci s'était tué en tombant sur le plancher de la machine où il avait voulu ramasser le croc dont il se servait, ce croc lui ayant échappé (4). Dans les deux hypothèses, l'accident n'était pas le résultat direct et certain de l'emploi de la machine. L'ouvrière eût pu être blessée par la fourche, l'ouvrier eût pu trouver la mort en voulant reprendre le croc, en l'absence de toute machine !

La Cour de Riom, de son côté, a jugé que l'on ne saurait considérer comme ayant été occasionné par l'emploi de la machine l'accident survenu à un ouvrier qui, placé sur une meule pour transmettre les gerbes à l'ouvrier chargé de les faire passer dans la machine, à perdu l'équilibre et s'est fait de graves contusions (5).

(1) Limoges, 13 févr. 1900 (S. et P. 1900. 2. 209 -- S. chr. refondu t. 20, 2^e part. . p. 247 — D. P. 1900. 2. 88).

(2-3) Rennes, 26 juill. 1900 (S. et P. 1901. 2. 45).

(4) Caen, 31 juill. 1900 (S. et P. 1901. 2. 45).

(5) Riom, 3 déc. 1900 (S. et P. 1901. 2. 210 — D. P. 1901. 2. 61).

La Cour de Cassation appelée, d'ailleurs, à se prononcer, l'arrêt précité du 31 juillet 1900, rendu par la Cour de Caen, lui ayant été déféré, a nettement déclaré, le 5 février 1902, que « l'arrêt qui constate que la chute ayant occasionné la mort d'une personne employée à des travaux agricoles provient de ce que cet ouvrier a fait un faux mouvement pour reprendre un croc qui était échappé de ses mains, et à l'aide duquel il jetait du haut d'une berge sur le plancher d'une batteuse à vapeur des gerbes dont un ouvrier s'emparait pour les soumettre à l'action de la machine, peut conclure de ces constatations que « la chute est le résultat, non de l'emploi ou du fonctionnement de la batteuse à vapeur, mais exclusivement d'un faux mouvement fait par la victime pour ressaisir le croc échappé de ses mains, la machine n'ayant joué aucun rôle dans l'événement », et refuser aux ayants-cause de la victime le bénéfice des lois du 9 avril 1898 et 30 juin 1899 » (1).

Le 15 décembre 1902, la Cour de Cassation confirmait d'ailleurs sa jurisprudence. Elle a décidé, en effet, que l'arrêt qui constate que la mort d'un ouvrier employé à des travaux agricoles provient de ce que cet ouvrier, monté sur un gerbier, jetait sur le plancher d'une batteuse des gerbes que d'autres ouvriers étaient chargés d'introduire dans la machine, et, sous l'action des mouvements qu'il faisait pour dégager sa fourche des gerbes qu'il lançait,

(1) V. Cass. 5 févr. 1902. (S. et P. 1902. 1. 184 — D. P. 1902. 1. 231).

est tombé sur le sol et s'est fracturé le crâne, conclut justement que la chute et la mort de l'ouvrier n'ont eu d'autre cause qu'un faux mouvement fait par cet ouvrier dans l'accomplissement de son travail, et ne sont point le résultat de l'emploi ou du fonctionnement de la machine, et refuse à bon droit aux ayants-cause le bénéfice de la loi du 30 juin 1899 (1).

A quelques jours d'intervalle, le 24 décembre 1902, la Cour de Cassation déclarait encore qu'il n'y a pas lieu à indemnité, en vertu des lois du 9 avril 1898 et du 30 juin 1899, de la part de l'exploitant d'une machine agricole, au profit de l'ouvrier qui était monté sur une meule d'où il faisait passer à l'aide d'une fourche les gerbes à un autre ouvrier spécialement chargé de les présenter à la machine, et qui, soit par inattention, soit par un effort hors de proportion avec la résistance opposée par la gerbe, a perdu l'équilibre et est tombé au bas de la meule... ; l'accident n'a pas été occasionné par l'emploi d'une machine agricole mue par un moteur inanimé (2). Des arrêts précédents, on peut enfin rapprocher un arrêt de Cassation du 5 janvier 1903, d'après lequel la loi du 30 juin 1899 subordonnant la responsabilité de l'exploitant à l'existence d'une relation de cause à effet entre l'emploi de la machine et l'accident

(1) V. Cass. 15 déc. 1902. (S. et P. 1903. 1. 334 — D. P. 1903. 1. 378).

(2) V. Cass. 24 déc. 1902 (S. et P. 1905. 1. 340 — D. P. 1903. 1. 378).

à raison duquel une indemnité est réclamée, les représentants de l'ouvrier mort des suites d'une chute faite d'une meule où il s'était endormi *pendant une suspension de travail*, ne peuvent réclamer aucun indemnité (1).

c) *Il faut que la machine soit mue par un moteur inanimé*

Le texte est formel. « Les accidents occasionnés par l'emploi de machines agricoles mues par des moteurs inanimés... » Donc le travail agricole effectué par la main de l'homme ou à l'aide des animaux ne donne point ouverture au risque professionnel. Même accompli avec une machine, si cette machine est mue par un moteur animé, c'est-à-dire, en un style moins énigmatique, par l'homme lui-même ou les animaux, le travail agricole ne fait encourir au maître que la responsabilité de droit commun, résultant des articles 1382, et s. C. civ. Pour que s'appliquent les lois du 9 avril 1898 et du 30 juin 1899, il faut que l'on se trouve en présence d'un exploitant de moteur inanimé, que cet exploitant soit, d'ailleurs, l'agriculteur lui-même ou un tiers entrepreneur (2). La responsabilité édictée par nos lois ne sera donc encourue que si la machine est mise en mouvement par un moteur inanimé, c'est-à-dire par une force autre que la force humaine ou animale, par la

(1) V. Cass. 5 janv. 1903. (S. et P. 1904. 1. 183 — D. P. 1903. 1. 378).

(2) V. *suprà*, p. 13, 15.

vapeur, l'électricité, l'eau, le vent, l'air, le gaz, le pétrole, l'alcool.

Nous savons, au surplus, que cette différence de traitement imposé aux travailleurs des champs est due à la vive opposition qu'ont rencontrée ceux qui désiraient fermement voir appliquer à tous les ouvriers agricoles le principe du risque professionnel (1). Accusés de ruiner de très bonne foi l'agriculture, ils sont allés au plus pressé, et ont du moins obtenu, de façon ingénieuse, protection pour les travailleurs de la terre dans le cas où, en définitive, ils sont particulièrement exposés.

Naturellement, peu importe que la machine mue par un moteur inanimé soit attachée au fonds ou qu'il n'en soit fait emploi qu'accidentellement. « Est-il nécessaire d'ajouter, a dit M. Mirman, que les accidents occasionnés par le fonctionnement de ces machines sont touchés par la loi, non seulement dans le cas où ce moteur est installé en permanence dans l'exploitation, mais dans le cas plus fréquent aussi où il est mis en œuvre pendant quelques jours ou quelques heures seulement en vue d'accomplir une besogne, généralement annuelle, telle que le battage d'une récolte ? » (2).

Remarquons enfin, que s'il est nécessaire, pour que le principe du risque professionnel reçoive application, que

(1) V. *suprà*, p. 7 et s.

(2) V. *J. off.*, Chambre des députés, Déb. parl., Séance du 8 juin 1899, p. 1594. 3^e col.

la machine soit actionnée par un moteur inanimé, il n'est nullement nécessaire, contrairement à ce que l'on répète souvent, que l'accident soit occasionné par le moteur. Nous avons établi déjà que la loi exige simplement que l'accident ait été occasionné par l'emploi de la machine (1). Ainsi que l'écrit, en termes très nets, M. Loubat : « Il n'y a pas de distinction à faire entre les accidents occasionnés par le moteur ou par la machine. En cas de pressurage du raisin au moyen d'un pressoir actionné par un moteur, la loi bénéficiera aussi bien aux accidents causés par le pressoir qu'à ceux produits par le moteur. En effet, le moteur est l'agent principal de l'opération ; c'est par la force et le mouvement qu'il produit que le travail s'effectue ; la machine agricole n'est que le prolongement du moteur. Ils forment ensemble un tout indivisible, et les accidents auxquels ils donnent lieu, ayant la même cause, jouissent des mêmes avantages » (2).

d) *Il faut que l'accident ait eu lieu par le fait
ou à l'occasion du travail.*

Il ne suffit pas que l'accident agricole soit dû à l'emploi d'une machine à moteur inanimé, il faut, de plus, pour que la victime bénéficie de la loi du 30 juin 1899, que

(1) V. *suprà*, p. 25 et s.

(2) V. Loubat, *op. cit.*, n. 278.

l'accident se soit produit par le fait ou à l'occasion du travail.

Cette condition a été littéralement empruntée à l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898. L'exploitant du moteur, comme le chef de toute entreprise, ne peut être tenu que des accidents qui sont le résultat du travail: il serait inique de lui faire supporter les conséquences d'événements dans lesquels son exploitation n'est pour rien.

Point n'est besoin, d'ailleurs, de préciser longuement ici le sens des mots « par le fait du travail ; à l'occasion du travail ». Dans tous les *traités* sur la loi du 9 avril 1898, le sens de cette expression a été suffisamment défini. L'accident arrivé par le fait du travail, c'est l'accident causé au mécanicien par la défonceuse à vapeur qui fouille les entrailles du sol, à l'engreneur par la batteuse haletante ; l'accident occasionné par le travail, c'est l'accident qui n'a pas sa cause dans le travail lui-même, mais qui est en relation directe avec ce travail. On dira qu'est victime d'un accident occasionné par le travail, l'ouvrier qui s'est endormi auprès de la machine et qui a été blessé par un jet de vapeur, par une explosion, l'ouvrier qui s'est fait prendre à un engrenage en portant secours à l'ouvrier chargé de la conduite ou du service de la machine.

On sait, d'ailleurs, qu'il y a parfois quelque difficulté pour déclarer si le prétendu accident a été vraiment occasionné par le travail : il en est notamment ainsi lorsque

L'ouvrier blessé excipe, à la suite de l'accident, être atteint d'une hernie, d'un tour de reins, d'une rupture de varices. Le tout est alors de savoir s'il y a, entre l'accident et la hernie, l'accident et le tour de reins, l'accident et la rupture de varices rapport de cause à effet (1). Si oui, il y a accident du travail, bien que l'on établisse, d'ailleurs, à l'encontre de la victime, une prédisposition à la hernie, (2) par exemple : si non, il y a simple affection soustraite aux dispositions de la loi du 9 avril 1898. Ici, en matière d'accidents agricoles, si la question vient à se poser, elle devra être solutionnée à l'aide de la même distinction (3).

On discute parfois le point de savoir si l'insolation doit être considérée comme un accident, ou tout simplement comme un risque commun à chacun et ne pouvant par suite, être réputée dans aucun cas occasionnée par le travail. (4) On admet, d'ordinaire, que si le travail et les conditions dans lesquelles il s'effectue exposent particulièrement l'ouvrier à l'influence de la chaleur solaire, « l'insolation devient un accident occasionné par le travail. » (5) Le travail agricole, plus que nul autre travail, devrait dès

(1) V. Cass. 23 déc. 1903 (S. et P. 1907. I. 29), et les renvois.

(2) V. C. de just. civ. de Genève, 24 juin 1905 (S. et P. 1905. 4. 32), et les renvois.

(3) V. en ce sens, Loubat, *op. cit.*, n. 323.

(4) V. sur la question, Cass. 2 mars 1904 (S. et P. 1905. I. 399), et la note.

(5) V. en ce sens, Loubat, *op. cit.*, n. 319.

lors être considéré comme un accident survenu à l'occasion du travail, mais il est bon de remarquer que le fait de l'insolation ne donnera néanmoins jamais lieu à application de la loi du 30 juin 1899, ledit accident n'étant pas inhérent à l'emploi des machines à moteur inanimé (1).

e) *Il faut que la victime soit occupée à la conduite ou au service de la machine ou du moteur.*

C'est la cinquième condition exigée par la loi du 30 juin 1899. Non seulement, en effet, cette loi ne soumet pas, du fait seul qu'une machine est mue par un moteur inanimé, toute l'exploitation agricole au nouveau droit, puisqu'elle exige, nous venons de le voir, que l'accident soit occasionné par l'emploi de la machine agricole ou par le moteur, par le fait ou à l'occasion du travail, mais encore elle restreint son champ d'application en exigeant que ledit accident soit arrivé à une personne (2) occupée à la conduite ou au service du moteur.

Avec l'étude de cette dernière condition, nous touchons, d'ailleurs, à la question de savoir à quelles personnes cette loi du 30 juin 1899 est applicable, quelles personnes en bénéficient. Nous allons l'examiner dans le paragraphe suivant.

(1) V. en ce sens, Loubat, *op. cit.*, n. 320.

(2) Nous ne disons pas à un *ouvrier*. La loi s'exprime, en effet, en termes très compréhensifs : les *personnes, quelles qu'elles soient* : » V. d'ailleurs, *infra*, p. 39 et s.

III. Personnes bénéficiaires de la loi du 30 juin 1899.

Ne bénéficient des dispositions de la loi du 30 juin 1899 que les personnes occupées à la conduite *ou* au service du moteur ou à la conduite *ou* au service de la machine. La loi est formelle. Tous ceux qui ont une fonction autre restent soumis à l'application du droit commun : en cas d'accident, ils n'ont droit à indemnité que s'ils établissent que l'accident est dû à la faute du maître.

Notons avec soin toutefois, qu'il n'est pas nécessaire pour avoir le droit d'invoquer la loi du 30 juin 1899, d'être employé à la conduite et au service du moteur *et* de la machine, mais seulement à la conduite *ou* au service du moteur *ou* de la machine. Le service ou la conduite de la machine présentent, en somme, autant de risques que le service ou la conduite du moteur : machine et moteur formant d'ailleurs un tout indivisible (1), il était de toute nécessité de protéger indifféremment les personnes y attachées.

Il est aisé de dire en quoi consiste exactement la *conduite* d'un moteur ou d'une machine. Conduire un moteur ou une machine, c'est les mettre en mouvement, les diriger, les régler, leur faire produire force et travail. L'ingé-

(1) V. *suprà*, p. 32.

nier, le mécanicien, le chauffeur et leurs aides sont des préposés à la conduite du moteur ou de la machine. Mais il est plus délicat d'indiquer en quoi consiste exactement le *service* du moteur ou de la machine. Quelles personnes vont à ce titre être protégées? Uniquement — et c'est là un point essentiel — celles qui sont en *rapport direct, en contact immédiat* avec le moteur ou la machine, dans « leur champ ou leur rayon d'action », pour employer l'expression du rapporteur au Sénat (1). Les mots « au service du moteur ou de la machine n'embrassent pas tous les travaux qui s'exécutent dans le voisinage du moteur ou de la machine ; ils ne comprennent que les travaux qui s'accomplissent dans le rayon où moteur et machine exercent leur fonctionnement. Ainsi, il y a lieu de considérer comme occupé au service de la machine dans une opération de battage de récoltes, l'ouvrier qui est chargé de passer les gerbes de paille directement à la machine (2), ou qui, placé sur la machine, est chargé de les délier avant

(1) V. *J. off.*, Sénat, Déb. parl., Séance du 26 juin 1899, p. 758, 3^e col.

(2) V. Trib. d'Argentan, 9 janv. 1900 (S. et P. 1900. 2. 210) — Ce jugement a été cassé par arrêt de la Cour de Caen en date du 31 juill. 1900 (S. et P. 1901. 2. 45). La Cour a cassé parce qu'il lui a paru résulter des faits de la cause que l'ouvrier ne passait pas les gerbes directement à la machine, mais les passait à un autre ouvrier qui les prenait pour les soumettre lui-même à l'action de la machine. V. au surplus, la note sous cet arrêt où il est bien indiqué que le dissentiment sur ce point de fait explique seul la différence des solutions.

qu'elles ne soient introduites dans l'engrenage (1). De même doivent être considérés comme au service de la machine les botteleurs qui prennent la paille sur le tablier de la batteuse pour la mettre en gerbes (2). Par contre, on ne saurait considérer comme occupé au service de la machine, l'ouvrier qui est employé à dresser une meule avec la paille provenant du battage (3), ou qui, avec un attelage, transporte l'eau nécessaire à la machine (4). Un jugement du tribunal de Montauban, en date du 22 mars 1900, a déclaré que l'ouvrier chargé du transport de la machine ne pouvait invoquer le bénéfice de la loi du 30 juin 1899, la responsabilité de l'exploitant devant être circonscrite aux seuls accidents survenus dans le champ ou le rayon d'action de la machine, c'est-à-dire durant son fonctionnement (5). Mais il convient de noter que cer-

(1) V. Grenoble, 3 août 1901 (S. et P. 1902. 2. 84).

(2) V. Trib. d'Auxerre, 19 février 1902 (Gaz. des trib., 7 sep. 1902).

(3) V. Limoges, 13 févr. 1900 (S. et P. 1900. 2. 209 — S. chr. refondu, t. 20, 2^e part., p. 247). L'arrêt constate que l'ouvrier dressait la meule dans un autre local que celui où était installée la machine. En l'espèce, la victime de l'accident fondait sa demande sur le fait que les opérations diverses que comporte le battage mécanique doivent être considérées comme indivisibles, et être également protégées. — Dans la note sous cet arrêt, on a, avec raison, relevé que pareille prétention, si elle eût été admise, eût abouti, en définitive, à mettre à la charge de l'exploitant la responsabilité d'accidents occasionnés ni par la machine ni par le moteur.

(4) V. Trib. de Carcassonne, 14 nov. 1900 (Rec. de doc. sur les accid. du trav., n^o 3, p. 445).

(5) V. Trib. de Montauban, 22 mars 1900 (S. chr. refondu, t. 20, 2^e part., p. 257).

taines Compagnies, *La Préservatrice* et *La Foncière* comprennent dans leurs polices les ouvriers occupés au placement et au déplacement des machines à battre.

Donc, pour avoir le droit de se prévaloir de la loi du 30 juin 1899, il faut, bien entendu, que soient réunies toutes les conditions précédemment étudiées (1), mais il faut, en outre, être occupé à la conduite ou au service du moteur ou de la machine. Voilà qui est acquis ! Mais si cette dernière condition a été souvent attaquée, si l'on a jugé qu'elle est de trop, et que, pour éviter d'étendre la sphère du risque agricole, on l'a réduite à l'excès..., que tous les ouvriers agricoles, sans distinction, devraient être garantis contre les accidents résultant de l'emploi du moteur ou de la machine, tous s'y trouvant exposés, quoiqu'à des degrés moindres, dès qu'une machine à moteur inanimé est employée dans le travail auquel ils participent (2), du moins, il est essentiel de savoir qu'en notre matière il n'est point exigé d'avoir la qualité d'ouvrier, de salarié, pour bénéficier de la loi du 30 juin 1899. Tous ceux qui sont occupés à la conduite ou au service du moteur ou de la machine, quels qu'ils soient, sont protégés. « Les personnes, quelles qu'elles soient » dit le texte. En conséquence sont protégés : avec les ouvriers de l'exploitant et les ouvriers de l'agriculteur, tous les travailleurs occasionnels, parents, amis, voisins, venus

(1) V. *supra*, p. 20 et s.

(2) V. not., Loubat, *op. cit.*, n. 324.

pour prêter leur concours, la plupart du temps, d'ailleurs, à charge de revanche. Et par là la loi du 30 juin 1899 diffère considérablement de la loi organique du 9 avril 1898. M. Mirman a justifié, en termes saisissants cette salubre disposition de la loi : « Quand l'opération... a lieu dans une exploitation agricole très importante, sur un riche domaine, chez un grand propriétaire, tous les travailleurs qui y prennent part sont au sens exact de ce terme des ouvriers, des salariés agricoles. Il n'en va pas de même dans le cas de beaucoup le plus général et peut-on dire le plus intéressant où la machine sert par exemple à battre la récolte d'un petit propriétaire. Comment les choses ici se passent-elles ? L'entrepreneur de battage vient avec sa machine, accompagné d'un petit nombre d'aides qui sont ses propres salariés ; le cultivateur intéressé fait appel au concours de quelques amis et voisins ; ceux-ci le lui accordent gracieusement et à charge de revanche ; parmi les personnes occupées à l'opération se trouvent donc le plus souvent de petits propriétaires non salariés au sens exact de ce mot, mais indiscutablement travailleurs, de ressources infiniment modestes, gagnant leur vie par l'effort quotidien de leur bras. Quand la batteuse est en activité, quand la cour de la ferme ou de la petite place voisine est emplie de bruit, de poussière, les quinze ou vingt personnes, hommes ou femmes, qui servent la machine, vont, viennent, s'agitent, obéissent au même signal, supportent les mêmes fatigues,

chantant les mêmes refrains joyeux, sans qu'il soit possible de distinguer à leurs efforts, à leurs fatigues, ou à leurs dangers ceux qui sont salariés ou ceux qui ne le sont point. Il serait souverainement injuste en droit et funeste au point de vue social d'établir une différence entre les uns et les autres, de n'accorder les bénéfices de la loi qu'à une partie seulement de ce groupe d'hommes, camarades de labeur, besognant en commun, et d'en priver arbitrairement les autres » (1). Et le rapporteur, au Sénat, a ajouté : « Le petit cultivateur n'a pour l'aider que sa femme, ses enfants, un domestique peut-être. Que fait-il ? Il va trouver ses voisins et leur demande de venir lui apporter le concours de leur bonne volonté. Demain, il se mettra, en retour obligamment à leur service et ira prendre sa part du battage de la petite ferme qui l'avoi-sine. Ces braves gens qui se prêtent mutuelle assistance, ne sont pas des ouvriers proprement dits. Pourtant ils

(1) V. *J. off.*, Chambre des députés, Déb. parl., Séance du 8 juin 1899, p. 1595.

C'est, du reste, en considération de ces non-salariés et au profit de ceux qui ne reçoivent pas un salaire fixe, que l'on a dû indiquer dans la loi, qu'en ce cas, l'indemnité due sera calculée selon les tarifs de la loi du 9 avril 1898, d'après le *salaire moyen des ouvriers agricoles de la commune*. (L. 30 juin 1899, art. unique, al. 3). — Ce salaire moyen est établi par le juge de paix. Pour le déterminer, le juge de paix ne devra point négliger de comprendre dans son calcul toutes les prestations en argent et *en nature* considérées comme une rémunération du travail.

seront à l'ouvrage exposés comme des ouvriers habitués à ce travail, plus exposés même que ceux-ci, car ils ne connaissent pas et ils semblent peu se soucier des risques et des dangers qu'ils courent près du moteur et de la machine agricole. Il fallait bien les protéger, ces braves gens ! Voilà pourquoi le texte porte « les personnes, quelles qu'elles soient »... Sans doute ce ne sont pas tous des salariés. Un grand nombre sont des obligés. Mais tous sont au travail et participent aux mêmes risques. Ils ont droit à une égale protection » (1).

Il va de soi, d'ailleurs, qu'il n'est pas nécessaire pour que les ouvriers de l'agriculteur puissent se prévaloir de la

(1) V. *J. off.*, Sénat, Déb. parl., Séance du 26 juin 1899, p. 738, 2^e col., *in fine*. On peut noter un récent arrêt de la Cour de Chambéry dont les motifs ne paraissent pas s'accorder très harmonieusement avec les termes employés par les deux rapporteurs. Cet arrêt, en effet, dit que les lois du 9 avril 1898 et du 30 juin 1899 ne peuvent recevoir application qu'au regard d'ouvriers ou employés liés par un contrat de louage de services (!), et en conséquence déclare qu'au cas où de jeunes enfants ont été tués par l'explosion d'une batteuse à vapeur, leurs parents ne peuvent invoquer, au regard de l'exploitant, le bénéfice de la loi du 30 juin 1899. Mieux aurait été, semble-t-il, de fonder le débouté sur ce que les enfants n'étaient pas, à proprement parler, occupés au service de la machine, s'agissant tout au plus dans l'espèce « d'un de ces actes d'assistance spontanée dont les enfants sont coutumiers dans le but de grandir leur personnalité. » En tout cas, l'arrêt ajoute avec raison qu'en pareille hypothèse, le propriétaire de la batteuse est responsable selon le droit commun. V. Chambéry, 12 juill. 1906 (S. et P. 1907. 2. 46). Il s'ensuit que si l'exploitant est lui-même le propriétaire de la batteuse, il pourra être recherché en vertu de l'art. 1384, C. civ.

loi du 30 juin 1899, qu'ils aient été sollicités par l'exploitant. Ils pourront se prévaloir de la loi, même lorsque l'agriculteur leur a commandé de se mettre à la disposition de l'exploitant. Cela a été dit, au surplus, en termes formels, au Sénat (1). Et puis, s'il en était autrement, si l'agriculteur était déclaré responsable en ce cas, autant dire que l'agriculteur sera toujours responsable à l'égard de ses ouvriers, puisqu'ils ne peuvent coopérer au travail agricole que sur son ordre ou son autorisation. On doit dès lors considérer comme un pur accident un arrêt de la Cour d'Angers en date du 16 janvier 1900, d'après lequel l'entrepreneur de battage de récoltes effectué à la machine ne saurait, en cas d'accident survenu à un ouvrier au cours de cette opération, encourir aucune responsabilité, alors qu'il n'a pas emprunté l'ouvrier au propriétaire de la récolte, et qu'il n'a pas même su que cet ouvrier y avait participé (2). Dans sa note sous cet arrêt, M. Wahl observe que la Cour d'Angers aurait eu raison de décider

(1) V. *J. off.*. Sénat, Déb. parl., Séance du 29 juin 1899, p. 799, 2^e col., *in fine*.

(2) V. Angers, 16 janv. 1900 (S. et P. 1901. 2. 89). — Cet arrêt ne s'est pas contenté, d'ailleurs, de décharger de toute responsabilité l'exploitant du moteur ; il a déclaré, nous avons eu occasion de le dire, l'agriculteur seul responsable en vertu de la loi du 9 avr. 1898 ! On se souvient même que l'arrêt n'ayant pas été attaqué par l'agriculteur, sa condamnation fut en définitive très profitable à l'exploitant contre lequel l'ouvrier fut déclaré irrecevable à demander ensuite réparation en se fondant sur la loi du 30 juin 1899. V. au surplus, *suprà*, p. 20, note.

que l'exploitant est responsable dans le cas seulement où les ouvriers de l'agriculteur lui ont été confiés sur sa demande, si la loi du 9 avril 1898 n'avait pas été complétée par la loi du 30 juin 1899, mais il estime que la solution est erronée sous l'empire de cette dernière loi. L'indemnité est due même à ceux qui ont prêté leur concours au service de la machine contrairement à la défense formelle de l'exploitant (1). Comment ne serait-elle point due aux ouvriers de l'agriculteur dont l'exploitant n'a pas réclamé le concours? De par la loi, dès qu'ils sont occupés au service de la machine, il est considéré comme leur patron, la loi du 30 juin 1899 ayant, dans cette limite, précisément eu pour but de substituer sa responsabilité à celle de l'agriculteur.

Étant donnés les termes très larges de la loi : « *les personnes quelles qu'elles soient* », il y a lieu de considérer, au surplus, l'agriculteur lui-même, le fermier et le métayer comme capables de bénéficier de la loi du 30 juin 1899, lorsqu'ils se seront employés ou lorsqu'ils auront été employés au service du moteur ou de la machine. (2)

(1) « Tout au plus, les juges, ajoute M. Wahl, auraient le droit de voir dans cette intervention détendue une faute inexcusable justifiant une modération dans le chiffre de l'indemnité. » V. col. 5, *in initio*.

(2) V. au surplus, *J. off.*, Chambre des députés, Déb. parl., Séance du 8 juin 1899, p. 1594.

L'exploitant est donc tenu pour responsable aux conditions assez étroites déterminées par la loi du 30 juin 1899 — mais est-ce qu'au

regard de ses propres ouvriers, sa responsabilité n'est engagée que dans cette mesure ? ne répond-t-il des accidents à eux survenus que si ces accidents se sont produits au moment où ils étaient à la conduite ou au service du moteur ou de la machine, c'est-à-dire au moment où ils étaient occupés dans leur rayon d'action, ou bien répond-t-il des accidents à eux survenus même au cas où ces accidents se sont produits hors le rayon d'action, pendant le nettoyage ou le transport, par exemple, desdits moteurs ou machines ?

La réponse à cette question nous éloignerait de notre sujet. Contentons-nous d'indiquer que la Cour de Cassation paraît aujourd'hui disposée à admettre que l'exploitant qui est en somme un industriel à l'égard de ses propres ouvriers n'a pu voir sa responsabilité restreinte à leur détriment par la loi du 30 juin 1899, *d'autant que le fait d'être au service du moteur ou de la machine n'implique pas nécessairement le fait de leur fonctionnement*. Un ouvrier de l'exploitant est au service du moteur ou de la machine aussi bien lorsque le moteur ou la machine fonctionnent que lorsqu'il procède à leur nettoyage ou à leur transport. V. au surplus, sur cette question, Cass. 20 févr. 1907 (S. et P. 1907. 1. 238) ; et la note très détaillée de M. Wahl sous Cass. 6 janv. 1903 (S. et P. 1903. 1. 337). *Adde*, Loubat, *op. cit.*, n. 400 et s.

CHAPITRE II

Le risque professionnel doit être étendu en termes généraux à l'agriculture

Maintenant que voilà étudiée dans son ensemble la loi du 30 juin 1899 qui a appliqué à l'agriculture, dans des conditions étroites et rigoureusement déterminées, le principe du risque professionnel établi par la loi du 9 avril 1898, il convient de nous demander s'il ne serait point *nécessaire et équitable* d'étendre le bénéfice de ce principe souverainement juste et humain à tous les travailleurs de la terre et non plus seulement aux personnes occupées dans l'exploitation agricole soit à la conduite ou au service d'une machine mue par un moteur inanimé, soit à la conduite ou au service dudit moteur.

Bien avant que ne fut votée la loi établissant le risque professionnel, il était question, on le sait, (1) d'étendre l'application du principe nouveau aux ouvriers des champs — et la loi du 30 juin 1899 n'est, au fait, ainsi que nous avons eu occasion de l'indiquer au début de cette étude (2),

(1) V. *suprà*, p. 6.

(2) V. *suprà*, p. 7 et s.

qu'une œuvre transactionnelle due aux deux courants d'opinion qui s'étaient formés au sein même du Parlement, l'un ardemment favorable et l'autre fermement hostile à l'extension du principe aux exploitations agricoles. Mais cette loi, malheureusement, ne garantit, en fait, qu'une infime minorité des accidents qui se produisent aux champs. M. Mirman, l'auteur de la proposition de loi qui est devenue la loi du 30 juin 1899, a pu écrire, un an et demi après le vote de la loi, en se basant sur une statistique allemande (1) dressée pour l'année 1893, que sur 27.000 accidents agricoles 2.907 seulement sont dûs à des moteurs ou à des machines. « Sur 100 accidents agricoles, nous dit encore M. Mirman, dans l'exposé des motifs d'une nouvelle proposition de loi que nous étudierons bientôt et dont l'objet était d'étendre précisément à tous les ouvriers des exploitations agricoles le principe du risque professionnel, 26, 7 sont dûs à des chutes de l'ouvrier du haut d'échelles, escaliers, lucarnes, dans des excavations... ; 19, 4 sont dûs à la conduite des voitures ; 12, 7 aux animaux ; 7, 5 à des éboulements, chutes d'objets ; 6, 7 à des outils manuels ; 6 à la manutention des fardeaux ; 8, 4 à des causes diverses autres que les machines ; soit, en tout, bien près de 90 0/0 — 10 accidents agricoles seulement sur 100 seraient dûs à des machines, ajoute M. Mirman, et comme notre loi actuelle

(1) En Allemagne la loi sur les accidents du travail date du 6 juill. 1884 ; et une loi du 5 mai 1886 applique aux ouvriers des exploitations agricoles et forestières le principe du risque professionnel !

(celle du 30 juin 1899) ne vise que les machines mues par des moteurs inanimés dont l'emploi n'est pas encore très généralisé dans les campagnes, comme les vieilles machines à battre sont encore très nombreuses, on peut dire que ce n'est que dans des cas particuliers et relativement rares que les ouvriers de la terre sont protégés contre la misère résultant des accidents du travail » (1). Aussi croyons-nous l'heure venue, de faire application à tous les travailleurs agricoles du nouveau principe édicté en 1898 par le législateur. Pareille œuvre nous paraît, en effet, nécessaire et serait, d'ailleurs, simplement équitable.

En fait et en droit, nous croyons qu'il est de toute nécessité d'appeler à bénéficier du risque professionnel les travailleurs agricoles, quelles que soient les occupations auxquelles ils se livrent.

En fait, comment expliquer dans les hypothèses suivantes, la différence de traitement entre les ouvriers de l'industrie et les ouvriers de la terre ? Deux voitures se rencontrent et se renversent ; les deux conducteurs sont blessés, l'accident est donc commun, la faute ou le hasard communs ; mais l'un est au service d'un entrepreneur de transports, l'autre au service d'un agriculteur. Le premier va recevoir une indemnité journalière, des soins, une rente peut-être, le second « n'a droit à rien ». Ou bien, un ouvrier tombe d'une échelle ; montait-il au grenier pour le

(1) V. *J. off.*, Chambre des députés, Déb. parl., janv. 1901, p. 164.

compte d'un loueur de voitures, il est protégé comme son camarade au service de l'entrepreneur de transports ; y montait-il pour le compte d'un agriculteur, il n'a pas plus de droit que son camarade qui conduisait le char de l'agriculteur ! Et même lorsqu'il s'agit d'ouvriers agricoles, pourquoi traiter autrement l'ouvrier employé au service de la machine pris par l'engrenage et l'ouvrier chargé de mettre la paille en meule qui s'est précipité au secours de son camarade et qui est victime de son dévouement ? Les ayants-cause du premier auront une indemnité ; les ayants-droit du second ne pourront pas invoquer le bénéfice du risque ! A des accidents dont la cause est la même, une égalité de protection s'impose ; aux mêmes infortunes, il faut les mêmes secours !

En droit, d'ailleurs, l'extension du principe du risque professionnel à tous les ouvriers agricoles, sans distinction, s'impose également.

Les articles 1382 à 1386, C. civ. constituent au profit des travailleurs des champs une protection insuffisante et même illusoire. Victimes d'un accident, il leur faudra toujours prouver que l'accident est dû à la faute de l'agriculteur, et le plus souvent cette preuve — nous l'avons dit dès les premières lignes de notre étude — est impossible à administrer. La grange ou tout autre partie du bâtiment rural s'effondre-t-elle, les victimes ou leurs ayants-droit devront pour toucher une juste indemnité, conformément au droit commun, établir que la ruine de la grange ou de

la partie du bâtiment rural écroulé est arrivée par suite du défaut d'entretien ou par le vice de construction (1). Il est donc nécessaire de ne plus fonder la responsabilité de l'agriculteur, sous le seul prétexte qu'il n'est point un industriel, sur cette antique notion de la faute. S'il est vrai — et comment cela pourrait-il être contesté? — que la responsabilité de l'employeur, est fondée sur « cette simple idée d'équité que l'ouvrier obligé d'obéir, ne choisissant pas ses collaborateurs, bêtes ou gens, abandonné aux dangers résultant de cette collaboration, coopérant en même temps à la création d'une richesse sociale a droit à ce qu'une part de cette richesse soit consacrée à l'indemniser des accidents qui peuvent le diminuer au cours du travail », comment équitablement pourra-t-on continuer à retarder et à rendre le plus souvent impossible, pour les seuls ouvriers agricoles, la réparation des accidents dont ils ont été les victimes en la fondant toujours, sur la notion bien vieillie aujourd'hui de la faute?

Quelles raisons, d'ailleurs, font valoir nos adversaires contre l'extension du principe du risque professionnel à l'agriculture.

Leurs raisons sont de plusieurs ordres. Ils prétendent

(1) V. d'ailleurs, de façon générale, sur la nécessité pour la victime de l'accident d'établir la faute du maître, ou le défaut d'entretien ou le vice de construction. Cass. 23 févr., 29 et 30 mars 1897, rapp. ensemble au S. chr. refondu, t. 49, 1^{re} part., p. 435, et la note de M. Esmein.

d'abord que les accidents agricoles sont moins fréquents et moins graves — que, en conséquence, le besoin d'appliquer aux ouvriers agricoles le principe nouveau se fait sentir à un degré moindre (1). M. Mirman a réduit à sa juste valeur cette première raison donnée par les partisans de l'application de l'ancien droit aux ouvriers agricoles ; il a prouvé, en effet, que l'ouvrier agricole est autant et même plus exposé que nombre d'ouvriers industriels. Dans son rapport sur la proposition de loi précitée du 13 décembre 1900, M. Mirman a dit, en effet : « L'opinion publique dans les villes est très portée à croire que l'industrie seule est dangereuse, que le risque professionnel n'existe guère que dans les manufactures emplies du bruit des métiers et que les travaux des champs ont je ne sais quoi d'idyllique dont toute idée de mort est écartée. C'est là une erreur profonde. Certes, on a raison de parler des champs de bataille de l'industrie, les accidents de travail qui s'y produisent immolant chaque année plus de victimes qu'un combat meurtrier ; mais c'est aussi dans la ferme et autour de la ferme que la fatalité guette l'homme, le mutilé ou le tue, et c'est bien souvent de son sang même que le paysan féconde la terre. » « La statistique citée plus haut, ajoute M. Mirman (2), nous donne à cet égard de précieux

(1) V. en ce sens, Sarrauste de Menthère, *Les accid. des ouv. agric.*, p. 225 et s.

(2) Cette statistique est celle dont nous nous sommes servi nous-même : V. *suprà*, p. 48.

renseignements : à ne considérer que les accidents survenus au cours de l'année 1896 et entraînant la mort ou une incapacité de travail d'une durée supérieure de 13 semaines (1), on constate en Allemagne 4 accidents sur 1.000 assurés... Le même nombre est : pour les carrières, 4, 7 ; pour les tuileries 4, 11, pour l'industrie du cuir, 4, 65... On trouve, d'autre part, pour : les métaux précieux et ordinaires, 3, 94 ; les verreries, 3, 61 ; les instruments de musique, 2, 70 ; la poterie, 1, 44 ; l'industrie textile, 1, 26 ; la soie, 1, 26 ; le tabac, 0, 42 ; le vêtement, 1, 97 ; l'imprimerie, 2, 40. » Et M. Mirman continue : « Si, au lieu de prendre la totalité des accidents entraînant une incapacité de plus de 13 semaines, on envisage seulement les accidents mortels, on constate que sur 1.000 assurés, le nombre des morts en 1897 a été dans la conduite des voitures, 24, 2 ; les mines, 20, 6, et dans l'agriculture de 2, 2, seulement, mais que ce nombre est encore supérieur à celui que l'on trouve pour : la mécanique fine, 1, 8 ; les métaux précieux et ordinaires, 1, 1 ; les instruments de musique, 0, 6 ; les verreries, 2, 1 ; l'industrie textile, 1, 3 ; la soie, 0, 2 ; le travail du papier, 1 ; le tabac, 0, 2 ; le vêtement, 0, 7 ; l'imprimerie, 0, 8. Ainsi sur 1.000 ouvriers

(1) En Allemagne (la statistique visée par M. Mirman a été faite en Allemagne), dans les cas où l'incapacité a duré moins de treize semaines, la victime est secourue sur la caisse des maladies, si l'ouvrier en fait partie, sinon, par la commune où il était occupé quand il a été blessé.

l'agriculture, conclut M. Mirman, en blesse (assez gravement pour les empêcher de travailler plus de 13 semaines), elle en tue aussi un nombre plus considérable que la plupart des industries que l'opinion publique mal éclairée a considérées longtemps comme exceptionnellement dangereuses. » (1)

Les partisans de la non-extension de la notion du risque professionnel aux accidents dont sont victimes les ouvriers agricoles affirment, en second lieu, que les conséquences des accidents sont en général moins dures à la campagne qu'à la ville. « La variété des travaux, dit M. Sarrauste de Menthière, permet le plus souvent à un blessé de s'y utiliser pendant sa convalescence ; cet homme qui ne peut plus faucher peut garder ou conduire les attelages. La majeure partie des ouvriers agricoles est louée à l'année ou pour plusieurs mois, logée et nourrie chez l'exploitant. S'ils se blessent, le patron les garde chez lui, les soigne et les nourrit ; les mœurs remplacent ici la loi. Pour ceux-là donc les conséquences d'accidents sont très atténuées. Si le blessé est un journalier nous voyons encore des atténuations dans les faits suivants : le journalier agricole a souvent une maison à lui, sinon il loue à l'année et non au mois comme l'ouvrier industriel, cela lui permet ou de ne pas payer le loyer ou d'en retarder le paiement. Dans les campagnes, ajoute M. Sarrauste de Menthière, les malheu-

(1) V. *J. off.*, Chambre des députés, Doc. parl., janv. 1901, p. 164.

reux ont, en général, leur chauffage assuré par les propriétaires voisins... Le plus souvent encore ils ont quelques bêtes : poules, porcs, chèvres. » (1)

Nous craignons que l'auteur de ces lignes se soit laissé aller à son penchant généreux. Nous souhaiterions que dans nos campagnes régnât aussi large, et d'une façon générale, cet esprit de solidarité dont les faits qu'il signale témoignent, mais est-ce là une raison pour priver les ouvriers agricoles du bénéfice du risque professionnel ? Sous le prétexte qu'on peut être plus aisément employé durant sa convalescence, soigné même durant le temps où la blessure vous rend incapable de tout travail, qu'on peut retarder avec plus de facilité le paiement de son loyer, qu'on vous assure quelque bois de chauffage, que l'on a quelques poules, un porc ou une chèvre, faut-il, au cas d'accident, se voir réduit à établir, alors que l'établir est le plus souvent impossible, que l'accident dont on a été victime est imputable au maître ? recevoir en définitive de sa part une assistance bénévole que la loi vous refuse !

Les partisans du maintien du *statu quo* en ce qui concerne les accidents arrivés aux ouvriers agricoles nous indiquent, au surplus, que l'application du risque professionnel à l'agriculture rencontrerait des difficultés particulières. Comment apprécier exactement le salaire avec la variabilité des saisons, des travaux exécutés, avec les

(1) V. Sarrauste de Menthière, *op. cit.*, p. 236-237.

nombreux accessoires qui se joignent presque toujours à la partie payée en argent ? Comment démarquer exactement les patrons et les ouvriers agricoles ? « Non seulement l'ouvrier agricole d'aujourd'hui est le propriétaire de demain, mais le même homme est à la fois propriétaire ou ouvrier. » Puis, est-ce que le propriétaire sera ou non tenu à l'égard des membres de sa famille travaillant avec lui (1) ?

Mais ce sont là de simples difficultés d'application ! Une loi peut s'efforcer de les résoudre. Etendre à l'agriculture le risque professionnel ne signifie pas nécessairement appliquer aux ouvriers agricoles purement et simplement la loi du 9 avril 1898.

La vérité est qu'il y a contre l'extension du risque professionnel à tous les travailleurs de la terre *deux* raisons plus sérieuses que celles invoquées jusqu'à présent. Malheureusement pour nos adversaires l'une d'elles ne peut plus être invoquée depuis le 12 avril 1906, c'est-à-dire depuis le jour où le risque professionnel a été étendu à toutes les entreprises *commerciales*.

On disait, en effet : Si la notion du risque professionnel a pu être consacrée par la loi du 9 avril 1898, c'est, parce que les conditions du travail industriel se sont modifiées ; c'est la grande industrie avec son accumulation d'ouvriers, ses puissantes machines, qui a amené un changement de

(1) V. not., Sarrauste de Menthière, *op. cit.*, p. 238 et s.

législation; mais alors si ce sont les transformations de l'industrie qui ont provoqué cette législation nouvelle, on doit ne faire application de cette législation à l'agriculture que dans la mesure où les conditions elles-mêmes du travail agricole ont été changées; c'est-à-dire dans la mesure où l'agriculture fait emploi de machines mues par un moteur inanimé. La loi du 30 juin 1899, dans cette mesure, a appliqué à l'agriculture, le principe du risque professionnel. De cette loi, il faut se contenter!

Mais cette raison assez puissante a perdu de sa force. Le principe du risque professionnel a été étendu à toutes les exploitations commerciales. Est-ce que ces exploitations fonctionnent aujourd'hui autrement qu'elles ne fonctionnaient, il y a seulement cinquante ans? Le garçon de magasin, l'employé, le bureaucrate enfin courent-ils plus de risque aujourd'hui qu'alors? Et cependant la loi a été votée sans encombre! Cela s'explique aisément si l'on veut bien se rendre compte, qu'après tout, ce n'est pas seulement parce que les conditions du travail industriel ont changé que le principe du risque professionnel a triomphé de la notion de la faute; c'est aussi et surtout parce qu'une ère plus large de justice et d'humanité s'est ouverte (1).

Mais il reste encore contre l'extension du principe nouveau à l'agriculture la raison principale, celle que l'on

(1) V. en ce sens, Loubat, *op. cit.*, n. 48.

invoque du moins depuis de longues années déjà dans les sociétés d'agriculture et au Parlement. Aujourd'hui encore, lorsque l'on réclame l'application de ce principe aux ouvriers agricoles, l'on vous répond : « Mais vous allez ruiner l'agriculture ! Vous allez lui imposer une charge nouvelle, extrêmement lourde ; les agriculteurs y succomberont ! », et l'on s'efforce alors d'établir le taux des primes que les Compagnies exigeront de leurs assurés : on estime, d'ordinaire, que l'agriculteur, à l'exemple de l'industriel, versera de 5 à 6 0/0 des salaires, à titre de primes, alors qu'aujourd'hui, comme l'industriel avant 1898 pour se garantir selon le droit commun, il lui suffit de verser à la Compagnie d'assurances de 0 fr. 60 à 0 fr. 70 pour 100 (1).

Il est difficile, cela va de soi, d'établir par avance les tarifs des Compagnies d'assurances. Un ministre de l'agriculture a assuré qu'elles exigeraient 2 fr. 25 par hectare, et M. Mirman a prétendu qu'elles demanderaient une prime variant entre 0 fr. 70 et 1 fr. 50 seulement (2). Mais, en tout cas, tant que l'on n'aura pas prouvé que la charge imposée à l'agriculture par l'extension du risque professionnel sera considérablement plus lourde que la charge imposée à l'industrie et au commerce en 1898 et en 1906, l'on n'aura rien fait, car nous aurons toujours le

(1) V. Sarrauste de Menthière, *op. cit.*, p. 230.

(2) V. J. *off.*, Chambre des députés, Déb. parl., Séance du 30 janv. 1902, p. 314, 2^e col., *in medio*.

droit de répondre aux adversaires de la réforme : « Pourquoi donc hésiter ? Il faut choisir entre la charge et l'injustice socialement mauvaise de la non-réparation des accidents. En 1898 et en 1906, vous avez opté pour la charge, pourquoi la charge étant aujourd'hui sensiblement la même, vous optez pour la non-réparation ? L'Allemagne, malgré tout, et la Grande-Bretagne s'accommodent assez bien de la charge : les agriculteurs de l'autre côté du Rhin et ceux d'Outre-Manche ne sont point encore ruinés, et les lois qui ont étendu à l'agriculture la notion du risque professionnel datent en Allemagne de 1886, et en Angleterre de 1900 ! Puis, voyez-vous ? l'on disait de même en 1898 : ce risque professionnel devait tuer l'industrie ; l'on répétait de même en 1906 : ce risque professionnel devait tuer le commerce ! Et industrie et commerce vivent encore ; les lois du 9 avril 1898 et du 12 avril 1906 fonctionnent aujourd'hui avec facilité. Il en ira de même de la loi étendant à l'agriculture le risque professionnel. « Voyageur infatigable et impassible, le progrès ne se laisse pas arrêter dans sa course par les clameurs qu'il soulève, pas plus d'ailleurs que le laboureur ne recule devant la dureté du sol. Après avoir conquis le risque professionnel dans l'industrie, il l'imposera aussi à l'agriculture. » (1) Il est même de l'intérêt de l'agriculture que la loi soit votée à brève échéance ; il ne

(1) V. Loubat, *op. cit.*, n° 51, *in fine*.

faut pas que plus longtemps une sécurité plus grande à la ville incite davantage encore l'ouvrier agricole à désertier les campagnes : « L'exode est trop nuisible pour la fortune publique pour que l'on augmente encore les causes qui la provoquent (1) ».

Le risque professionnel devant être étendu à l'agriculture, la loi du 9 avril 1898 ne peut pas lui être purement et simplement déclarée applicable.

Le principe du risque professionnel peut et doit être étendu à l'agriculture. Mais comment va-t-il y être introduit ? déclarera-t-on simplement la loi du 9 avril 1898 applicable aux ouvriers agricoles ou une loi spéciale devra-t-elle être élaborée pour eux ?

Durant les débats qui ont abouti à la loi du 30 juin 1899, M. Mirman a indiqué à diverses reprises que le jour où le risque professionnel serait applicable à l'agriculture une loi serait nécessaire étant données les conditions essentiellement différentes du travail agricole (2). Et c'est cette idée que dans les motifs de sa proposition de loi, relative aux accidents du travail survenus dans les exploitations agricoles, déposée le 13 décembre 1900 sur le bureau de

(1) V. J. off., Chambre des députés, Doc. parl., janv. 1901, p. 164, 3^e col., *in medio*.

(2) V. J. off., Chambre des députés, Déb. parl., Séance du 30 juin 1899, p. 1751, 3^e col., *in fine*. V. d'ailleurs, *suprà*, p. 39 et s.

la Chambre, l'honorable député a nettement mise en lumière : « Ce serait une pure illusion que de se figurer que tout serait accompli par la simple promulgation d'un article de loi ainsi conçu : « La loi du 9 avril 1898 s'étend à tous les accidents agricoles. » Les conditions du travail agricole sont, en effet, essentiellement différentes du travail industriel. A cette différence, le Parlement déjà s'est heurté ; il a été obligé d'en tenir compte la première fois qu'il a voulu avec précision toucher cette matière ; lorsqu'au mois de juin 1899, nous avons voulu envisager ces accidents occasionnés par les batteuses et autres machines agricoles à vapeur, qu'avons-nous aperçu ? Autour de la machine, travaillant en commun, un certain nombre d'hommes vivant de la même vie de labeur et d'efforts et dont... l'état social est cependant distinct ; il y avait là le cultivateur, propriétaire ou fermier, avec sa famille, femme, fille et fils, puis des salariés, domestiques de ferme, ouvriers agricoles et aussi des voisins, des amis prêtant leur concours à charge de revanche, tous bourdonnant dans la même ruche laborieuse. Voilà une situation très différente de celle qui se présente dans une usine ou fabrique, dans un chantier, dans un atelier où, sauf exception, tous les travailleurs sont salariés d'une même raison sociale, d'un même patron. Allait-on cependant accorder à quelques-uns de ces collaborateurs de la même œuvre agricole des droits et des garanties qu'on refuserait aux autres ? Allait-on, la machine éclatant et jetant sur le

soit plusieurs victimes, rechercher quels de ces malheureux étaient les salariés ordinaires de la ferme, quels étaient de la famille, quels étaient les petits propriétaires des fermes voisines? Cette distinction eût conduit aux pires injustices ; elle eût été inacceptable ; personne ne l'a proposée. » Et M. Mirman, après avoir rappelé la disposition qui est devenue le § 3 de la loi du 30 juin 1899 : « Si la victime n'est pas salariée, ou n'a pas un salaire fixe, l'indemnité due est calculée d'après le salaire moyen des ouvriers agricoles de la commune », et que nous avons, d'ailleurs, signalé en son temps (1), continue : « Ainsi, la première fois que le Parlement aborda la question des accidents agricoles, il dût constater combien la vie agricole était soumise à des conditions de travail différentes de la vie industrielle ; il dût en conséquence renoncer à les soumettre l'une et l'autre aux mêmes textes législatifs. C'est que dans l'industrie le cas général est celui du patron faisant travailler à son compte un certain nombre de salariés, dirigeant lui-même l'entreprise, mais ne participant pas à la vie, aux efforts, aux risques de ses ouvriers. Dans l'agriculture, au contraire, cette situation patronale est, peut-on dire, l'exception... Le cas général ici est celui du petit propriétaire agricole cultivant sa terre et rien que sa terre, soit seul, soit avec l'aide des siens, et parfois avec l'aide d'un domestique de ferme. Voilà évidemment des

(1) V. *suprà*, p. 44, note.

conditions sociales qui différencient très nettement l'agriculture de l'industrie. On voit donc, ajoute M. Mirman, le résultat à peu près illusoire qui serait obtenu, par l'extension pure et simple de la loi du 9 avril 1898 à l'agriculture ; l'article 1^{er} de la loi formule que : « Les accidents... survenus donnent droit au profit de la victime à une indemnité à la charge du chef d'entreprise. — *Les ouvriers qui travaillent seuls d'ordinaire ne pourront être assujettis à la présente loi par le fait de la collaboration accidentelle d'un ou plusieurs de leurs camarades* ». Cette extension n'atteindrait qu'une partie — *moins de la moitié* — des travailleurs de la terre. Une telle limitation constituerait une faute grave que l'Allemagne a eu bien soin d'éviter en étendant les bénéfices de l'assurance à la totalité des travailleurs. » (1)

Que l'extension pure et simple de la loi du 9 avril 1898 aux exploitations agricoles ne soit pas la solution à laquelle doive s'arrêter le législateur, c'est ce qu'a, de son côté, indiqué avec une grande netteté, M. E. Chauvin dans le rapport fait au nom de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales, chargée d'examiner le projet de loi déposé par le Gouvernement le 5 novembre 1906, ayant pour objet d'étendre aux exploitations agricoles la législation sur les accidents du travail (2). L'hono-

(1) V. *J. off.* Chambre des députés, Doc. parl., janv. 1901, p. 165.

(2) M. E. Chauvin a déposé son rapport à la séance du 22 lévr. 1907. Ce rapport a été publié au *J. off.*, Chambre des députés, Doc. parl., 1907, p. 157 et s.

nable député s'exprime, en effet, en ces termes : «... Votre Commission... a cru, d'accord avec le Gouvernement, que son œuvre devait être dominée par trois principes, savoir : 1^o Étendre aux travailleurs agricoles le bénéfice de la loi de 1898, c'est-à-dire leur appliquer une législation déjà éprouvée sans créer de toutes pièces un système nouveau ; — 2^o *Apporter à la loi fondamentale les modifications nécessaires pour assurer son réel fonctionnement et protéger efficacement les travailleurs* ; — 3^o *L'adapter en même temps aux situations spéciales de l'agriculture...* » (1) Et plus loin, M. E. Chauvin ajoute : « Votre Commission a pensé... que certaines modifications devaient être apportées à la loi de 1898 pour qu'elle protège efficacement les travailleurs agricoles. On a remarqué d'abord qu'aux irrégularités déjà fréquentes de la production s'ajoutaient, en matière agricole, les irrégularités et les caprices des saisons et du ciel ; qu'ainsi les grandes variations dans la main d'œuvre employée étaient plus fréquentes qu'en matière industrielle et commerciale et, pour ne pas exclure du bénéfice de la loi un grand nombre d'ouvriers sous prétexte que leur concours aurait été donné aux exploitations sous une forme accidentelle et impossible à prévoir, on a dû fixer une limite précise au nombre des collaborateurs qui pourront être dits accidentels. On s'est ensuite souvenu de la grande différence qui sépare en général le genre de tra-

(1) V. *J. off.*, Chambre des députés, Doc. parl., 1907, p. 158, 3^e col.

vail de l'ouvrier agricole de celui de l'ouvrier d'industrie et de commerce. Le premier, en effet, est aussi souvent au milieu des champs que le second est entouré de camarades et en contact permanent avec eux dans l'atelier. Le Gouvernement et votre Commission ont compris que, sous peine de voir la loi nouvelle manquer son but et ne donner au travailleur des champs qu'une protection illusoire, il fallait rendre particulièrement aisée au profit de celui-ci la constatation des faits matériels, cause de l'accident, sauf à réserver à l'exploitant la preuve contraire. Enfin la loi nouvelle devait, suivant l'exemple donné par celle du 30 juin 1899, protéger aussi bien les ouvriers recevant un salaire constant que ceux qui reçoivent un salaire variable, ceux qui sont payés en nature en tout ou en partie et ceux même qui ne reçoivent pas de salaire apparent. Elle devait édicter pour déterminer ces salaires diverses règles pratiques » (1). Et le rapporteur continue en indiquant les modifications apportées, d'autre part, à la loi fondamentale dans l'intérêt des exploitants agricoles, et notamment le rapporteur signale « que l'on a cru devoir faire... une place à part à la famille agricole ; certains parents de l'exploitant... n'ont pas semblé, dit-il, pouvoir être assimilés aux ouvriers proprement dits. » Et, en effet, ainsi que nous le verrons, le projet de loi du 5 novembre 1906 n'étend pas le bénéfice du risque pro-

(1) V. J. *off.*, Chambre des députés, Doc. parl., 1907, p. 159.

fessionnel, non seulement à l'exploitant mais encore à certains membres de sa famille. Par là le projet gouvernemental diffère profondément de la proposition de loi déposée par M. Mirman le 13 décembre 1900. M. Mirman, nous l'avons déjà dit, voulait faire bénéficier du risque professionnel et l'agriculteur et sa famille (1). Pour arriver à ses fins, M. Mirman proposait d'imposer à l'agriculteur l'obligation d'assurer sa personne, les membres de sa famille, et ses ouvriers. Dans le projet du gouvernement, le principe de cette assurance obligatoire a été rejeté : du même coup devaient être exclus du bénéfice de la loi l'agriculteur et aussi, par voie de conséquence, ses proches.

Mais étudions dans le détail et la proposition de M. Mirman, et le projet gouvernemental, le projet gouvernemental surtout, car il est destiné à être demain, avec quelques modifications sans doute, la loi relative aux accidents agricoles.

La proposition de M. Mirman

La proposition de loi déposée par M. Mirman sur le bureau de la Chambre des députés, le 13 décembre 1900, est caduque aujourd'hui, et depuis quelques années déjà, puisqu'à notre connaissance, elle n'a pas été reprise au

(1) V. *suprà*, p. 62, *in fine* — 63.

cours des législatures suivantes, nous croyons néanmoins devoir la faire connaître, non seulement parce qu'elle a été passionnément discutée, mais encore parce qu'elle présente un véritable enseignement.

M. Mirman a résumé lui-même dans les conclusions de son exposé des motifs, sa proposition de la façon suivante :

« 1) Tous les travailleurs agricoles doivent recevoir une indemnité à la suite d'un accident de travail. Cette indemnité sera fixée d'après les mêmes tarifs que ceux inscrits dans la loi de 1898. Quant à la détermination du salaire, dont la valeur intervient pour le calcul de l'indemnité, nous appliquerons la même règle que celle déjà adoptée par le Parlement dans la loi du 30 juin 1899... ;

2) Les chefs d'exploitation, propriétaires, fermiers ou métayers qui établiront la preuve qu'ils ont assuré auprès d'une société ou compagnie d'assurances mutuelles ou à primes fixes (soumise aux conditions de la loi) tout le personnel fixe ou occasionnel, y compris eux-mêmes et leur famille travaillant sur leur domaine, seront déchargés de toute autre obligation ;

3) Restent les chefs d'exploitation... qui ne se seront pas soumis à cette clause, qui ne se seront pas spontanément assurés dans des conditions par eux choisies. Nous demandons que cette abstention soit considérée comme une adhésion à une assurance d'État, que l'État — en échange d'une prime à déterminer — garantisse à eux-mêmes et à

tout leur personnel, quel qu'il soit, les indemnités légales » (1).

Voici, d'ailleurs, la proposition dans ses principaux articles :

ARTICLE PREMIER. — *Toute personne* participant à un travail agricole et victime, par le fait ou à l'occasion de ce travail, d'un accident entraînant une incapacité d'au moins quatre jours (2) a droit, à son profit ou à celui de ses représentants, à une indemnité.

ART. 2. — La proportion de cette indemnité au salaire de la victime est fixée d'après les tarifs inscrits dans la loi du 9 avril 1898.

ART. 3. — Si la victime n'est pas salariée, ou n'a pas de salaire fixe, on prendra pour base de l'indemnité le salaire moyen des ouvriers agricoles de la commune.

ART. 4. — Tout chef d'exploitation *est tenu d'assurer* contre ces risques la *totalité* de son personnel. Le personnel s'entend de tous ceux, quels qu'ils soient, qui, de façon permanente ou occasionnelle, participent aux travaux de l'exploitation ; en particulier, et s'ils remplissent

(1) V. J. *off.*, Chambre des députés, Doc. parl., janv. 1901, p. 166.

(2) Ce délai de quatre jours se trouvait déjà dans l'art. 3 de la loi du 9 avr. 1898. La loi du 31 mars 1905, modificative de la loi du 9 avr. 1898, déclare bien encore que « l'indemnité est due à partir du cinquième jour après celui de l'accident », mais elle ajoute : « toutefois, elle est due à partir du premier jour si l'incapacité de travail a duré plus de dix jours ».

cette dernière condition, *sont compris dans le personnel le chef d'exploitation lui-même ou les membres de sa famille.*

ART. 5. — Le chef d'exploitation *peut* contracter cette assurance auprès d'une des Sociétés ou Compagnies d'assurances mutuelles ou à primes fixes soumises à la surveillance et au contrôle de l'État...

ART. 6. — Tout chef d'exploitation qui ne fera pas la preuve qu'il a contracté une assurance envers l'une de ces Sociétés ou Compagnies, *sera considéré comme adhérent à la Caisse nationale d'assurance...*

ART. 8. — Les accidents occasionnés par l'emploi de machines agricoles mues par des moteurs inanimés restent soumis à la loi du 30 juin 1899 » (1).

C'est bien là le risque professionnel étendu à tous les travailleurs de la terre — mais c'est du même coup l'assurance obligatoire, l'assurance par autorité de la loi ! On comprend que M. Mirman, désireux de ne point faire bénéficier de la loi nouvelle « qu'une partie — moins de la moitié — des travailleurs de la terre » (2), ait englobé parmi les bénéficiaires « *tous ceux, quels qu'ils soient, qui, de façon permanente ou occasionnelle, participent aux travaux de l'exploitation* » et notamment « *le chef de l'exploitation et sa famille* ». Mais, malheureusement du moment où l'on veut appeler au bénéfice de la loi le chef de l'exploitation lui-même, on est fatalement conduit à l'inviter à con-

(1) V. J. *off.*, *loc. cit.*

(2) V. *suprà*, p. 63.

tracter une assurance, et s'il ne se rend pas à cette invitation gracieuse, à l'assurer malgré lui. Il faut, en effet, qu'il soit assuré, pour qu'au cas d'accident, l'on ait en face de lui, une contre-partie, tenue de verser l'indemnité. Il ne peut pas se verser l'indemnité à lui-même ! Cette conséquence fatale devant laquelle l'auteur de la proposition n'a point reculé, a d'ailleurs été nettement aperçue par le rapporteur du projet gouvernemental que nous avons déjà signalé, M. E. Chauvin : « En ce qui concerne, dit-il, la protection de l'employeur lui-même, votre Commission n'a pas cru pouvoir vous proposer de solution satisfaisante *parce que* toute tentative d'assurance obligatoire ou de mutualité légale entraîne nécessairement une construction dans le goût germanique... » (1) Et c'est à n'en pas douter, cette obligation imposée aux agriculteurs par la proposition de M. Mirman qui lui a porté malheur. La proposition n'a pas abouti parce qu'elle imposait une contrainte et que, par tempérament, nous n'aimons pas à être violents ! C'est par là que cette proposition est un enseignement. Désormais, et c'est ce qu'a parfaitement compris le Gouvernement actuel, au risque de faire une œuvre dont les bienfaits seront ressentis par un moins grand nombre, il ne faut plus imposer pareille obligation contre laquelle les Allemands s'élèvent de leur côté avec force. Dans ses *Études sur les populations rurales de l'Allemagne*, M. Blondel

(1) V. *J. off.*, Chambre des députés, Doc. parl., 1907, p. 458.

nous dit, en effet : « Nous avons cherché au cours de notre voyage, à nous rendre compte des effets du fonctionnement de l'assurance obligatoire parmi les populations rurales, et nous devons dire. . que nous avons recueilli, dans presque toutes les régions... l'écho de vives récriminations ». Imposer aux agriculteurs l'assurance obligatoire, c'est grossir du même coup les rangs des adversaires de l'extension du risque professionnel à l'agriculture de tous ceux qui dans l'assurance obligatoire ne voient pas une panacée sociale. Voici, d'ailleurs, ce qu'écrit en excellents termes, un partisan fermement convaincu de l'extension du droit nouveau à l'agriculture, M. Loubat, que nous avons, d'ailleurs, souvent cité au cours de cette étude : « Nous repoussons l'obligation de l'assurance. Nous voulons pour les citoyens la liberté de diriger à leur guise leurs intérêts privés. S'ils croient pouvoir se dispenser de l'assurance... parce qu'ils espèrent éviter les accidents grâce à leur vigilance ou à la simplicité de leur matériel ou de leurs travaux nous prétendons qu'ils soient maîtres de le faire, à leurs risques et périls. La liberté donne l'essor aux initiatives par le sentiment des responsabilités, la contrainte les étouffe ; l'une affermit les esprits, l'autre les abaisse et leur souffle la révolte. Nous jouissons de la liberté de l'assurance sous toutes ses formes. Pourquoi en serait-il autrement de l'assurance-accidents ? Il est vrai qu'en négligeant d'assurer ses ouvriers, le chef d'entreprise ne s'expose pas seulement lui-même à la ruine ; il

expose aussi la victime à la misère, s'il devient insolvable. Or, il est aisé d'y remédier en donnant un privilège sur les biens du débiteur de l'indemnité non assuré... (1) Ce serait une souveraine imprudence et une criante injustice de faire sur les cultivateurs l'essai d'un tel système (l'assurance obligatoire). Si nous demandons pour les travailleurs de l'agriculture les mêmes droits que pour les ouvriers de l'industrie, cette assimilation ne peut pas avoir pour conséquence de soumettre les agriculteurs à un régime plus dur que celui des chefs d'industrie » (2).

Le projet du Gouvernement

Arrivons à l'étude du projet gouvernemental déposé le 5 novembre 1906 et sur lequel M. E. Chauvin a déposé son rapport dès le 22 février 1907.

Voyons à quelles personnes exactement le projet étend le bénéfice de la notion du risque professionnel ; — quelle

(1) On sait que pour le paiement des indemnités temporaires et le remboursement des frais médicaux et pharmaceutiques, la loi du 9 avril 1898, a établi, en effet, un privilège, qu'elle a déclaré devoir être inscrit sous le n° 6 de l'art 2401. C. civ. — Quant aux indemnités pour incapacité permanente ou accidents suivis de mort, elles ont été, d'ailleurs, spécialement garanties. V. L. 9 avr. 1898, art. 24, etc.

(2) V. Loubat, *op. cit.*, n°s 788-789. — V. d'ailleurs, sur l'assurance obligatoire, Cauwès, *Cours d'écon. polit.*, 3^e éd., t. III, n° 1060 ; Gide, *Princ. d'écon. polit.*, 10^e éd., p. 642, *in fine* — 643.

est exactement la personne tenue pour responsable ; — à quelle condition le projet subordonne le bénéfice de la loi nouvelle. Nous verrons ensuite selon quelles règles d'après le projet sera déterminé le salaire de base, et enfin quelles sont les mesures proposées « pour assurer le réel fonctionnement de la loi ».

a) *Personnes protégées par le projet du Gouvernement*

L'article 1^{er} du projet nous dit : « La législation concernant les responsabilités des accidents du travail est applicable, sous réserve des dispositions spéciales ci-après, *aux ouvriers, employés et aux domestiques autres que ceux exclusivement attachés à la personne*, occupés dans les exploitations agricoles et forestières, dans les exploitations d'élevage de quelque nature qu'elles soient, de dressage et d'entraînement dans les haras, et dans les dépôts ou magasins de vente se rattachant à des exploitations qui ne seraient pas soumis à la loi du 12 avril 1906. — *Elle est étendue à toutes les personnes qui, même sans salaire, sont employées par l'exploitant, à l'exception des membres de la famille de l'exploitant visés à l'article 4, paragraphe 1^{er}.* ».

Ainsi sont protégés :

1^o) Tous les ouvriers occupés dans l'exploitation agricole ou dans les exploitations y assimilées.

Pour bénéficier à ce titre de la disposition du projet, il suffit d'être ouvrier : a) attaché à l'exploitation, c'est-à-dire

y être au moins occupé de temps en temps ; et *b*) agréé par l'exploitant. Cela résulte nettement des termes de l'article 1^{er} d'après lequel les domestiques attachés *exclusivement* à la personne et les collaborateurs *non employés* par l'exploitant, les collaborateurs spontanés, « le chemineau, par exemple, le passant qui aident à retirer de l'ornière le char embourbé » (1), ne bénéficient point de l'extension du risque professionnel.

2° Toutes les personnes employées par l'exploitant « même sans salaire ». Ces personnes sont admises au bénéfice du risque professionnel comme les ouvriers de l'exploitant, parce que, au fait, ainsi que nous l'avons dit en étudiant la loi du 30 juin 1899 (2), ces personnes savent bien, si elles aident à rentrer la récolte de leur voisin, par exemple, que demain le voisin leur prêterait son assistance : elles n'a-

(1) Le projet de loi ne fait pas bénéficier de l'extension du risque professionnel les domestiques attachés exclusivement à la personne. L'assujettissement de *tout employeur*, de celui qui ne réalise pas un profit en revendant le travail d'autrui sous une forme quelconque, constitue l'étape dernière. Le projet n'a pas cru devoir la franchir pour les seuls domestiques agricoles. V. sur ce point, M. E. Chauvin, Rapp., Chambre des députés, Doc. Parl., 1907, p. 159, 4^{re} col., *in initio*. — Quant aux collaborateurs spontanés, le projet adopté par la Commission les a écartés, parce que « protéger de tels collaborateurs aurait été, d'une part, méconnaître les principes directeurs de la loi fondamentale, puisqu'il n'y a pas de contrat de travail sans consentement des deux parties, et d'autre part, faire peser sur les cultivateurs un risque grave et impossible à prévoir. » V. M. E. Chauvin, Rapp., Chambre des députés, Doc. parl., 1907, p. 160, 2^e col.

(2) V. *suprà*, p. 39 et s.

gissent qu'à titre de revanche. Dès lors, ainsi que l'a déclaré le rapporteur « que le salaire en nature doit évidemment être considéré par la loi comme l'équivalent du salaire en argent, il n'y a aucune bonne raison pour ne pas lui assimiler le salaire par échange des services espérés ou promis. » (1) Au fait on peut considérer, en ce sens, ces personnes comme des salariés. En tout cas, il fallait les admettre au bénéfice de la loi, comme on les a admises déjà au bénéfice de la loi du 30 juin 1899. Avec raison, « la Commission a pensé qu'elle ne devait pas hésiter à généraliser la solution » (2).

Par contre, ne sont pas garantis :

1°) *L'agriculteur lui-même*. Le projet du Gouvernement ne pouvait pas le déclarer soumis au risque professionnel du fait seul que le projet abandonnait toute idée d'assurance obligatoire (3).

2°) *Les ascendants, descendants, alliés au même degré, les frères et sœurs, et le conjoint de l'agriculteur*. L'article 4 du projet porte, en effet : « Les exploitants qui travaillent avec l'aide exclusive de leurs ascendants, descendants, alliés au même degré, conjoint, frères et sœurs, ne seront pas assujettis à la présente loi... » Le rapporteur justifie leur

(1) V. M. E. Chauvin, Rapp., Chambre des députés, Doc. parl., 1907, p. 160, 1^{re} col.

(2) V. *Ibidem*, loc. cit.

(3) Sur le lien entre le fait de la soumission de l'agriculture au risque professionnel et le principe de l'assurance obligatoire, V. *suprà*, p. 69, *in fine* — 70.

exclusion du risque professionnel de la façon suivante : « Ce sont, à vrai dire, des associés beaucoup plus que des collaborateurs liés par un contrat de travail... », et il ajoute : « ... les résultats un peu étranges de la protection, (rente due à une femme par le mari, etc.), seraient en général en contradiction avec l'idée qui est à la base de notre législation du risque professionnel. » (1)

Ainsi que cela ressort, d'ailleurs, du texte, le rapport souligne que ces membres limitativement déterminés de la famille de l'exploitant, ne bénéficient point des dispositions de la loi, même lorsque leur collaboration est habituelle (2).

3°) « *Les collaborateurs accidentels* », c'est-à-dire les personnes qui, avec un exploitant travaillant d'ordinaire seul ou avec l'aide de sa famille, mais à la condition qu'elles accomplissent « un travail fortuit impossible à prévoir normalement (3) ». Ces personnes, « salariées ou non » nous dit l'article 4, alinéa 2, ne bénéficient pas du risque professionnel. Le travail étant fortuit impossible à prévoir normalement, on conçoit aisément que l'agriculteur ne soit point tenu : il n'a pas pu prévoir le risque et par suite se garantir. Que si le travail n'est plus fortuit, s'il s'agit par exemple d'un travail normal, tel que le battage des récoltes, pour lequel l'agriculteur fait appel à des

(1) V. M. E. Chauvin, *loc. cit.* — V. égal., p. 159, 2^e col., *in initio*.

(2) V. *Ibidem*, p. 161, 1^{re} col., *in medio*.

(3) V. *Ibidem*, p. 161, 1^{re} col., *in initio*.

collaborateurs accidentels, l'agriculteur est assujetti : en ce cas, il a pu prévoir le risque et en conséquence se garantir (1).

Notons, d'ailleurs, que l'agriculteur est assujetti, s'il emploie au travail fortuit, impossible à prévoir normalement, *plus de deux personnes*. L'article 4, alinéa 2, est, en effet, ainsi conçu : « Si cependant ces exploitants emploient la collaboration accidentelle simultanée de plus de deux personnes, salariées ou non, non visées au paragraphe précédent, ils seront assujettis pour le temps de la collaboration dont il s'agit et pour tous les collaborateurs non visés au paragraphe précédent, qui prêteront à ce moment leur concours à l'exploitation. »

Les collaborateurs visés au paragraphe précédent sont — on le sait — les membres de la famille de l'exploitant. Ils continuent, eux, à ne pas bénéficier du risque professionnel ; qu'ils travaillent seuls avec l'exploitant ou que des collaborateurs étrangers, ouvriers ou autres personnes, viennent se joindre à eux, ils demeurent toujours hors le cadre de la loi nouvelle. Tandis que ces collaborateurs étrangers, ouvriers ou autres personnes, qui sont employés à ce travail, par hypothèse fortuit et impossible à prévoir normalement, sont appelés au bénéfice de la loi, s'ils sont trois au moins. Comment justifier cette disposition ?

Nous ne pouvons mieux faire que de citer ici les termes

(1) V. *Ibidem*, *loc. cit.*

mêmes du rapport. « Le paragraphe 2 de l'article 4 édicte, dit M. E. Chauvin, en faveur des ouvriers agricoles, une dérogation au principe ci-dessus rappelé (1), et déjà formulé à l'article 1^{er}, § 1^{er}, de la loi du 9 avril 1898, de l'ouvrier-patron. — On suppose maintenant qu'un événement fortuit contraint l'exploitant dont il s'agit à avoir recours à des collaborateurs accidentels. S'il n'emploie qu'un ou deux de ces collaborateurs, le principe s'appliquera : il n'y aura pas d'assujettissement; si au contraire les ouvriers accidentels sont plus nombreux, il y aura assujettissement. Votre Commission a été déterminée à inscrire dans le projet cette exception par les motifs suivants : Elle a remarqué d'abord que les incertitudes et les hasards de l'agriculture sont en général plus importants et plus nombreux que ceux de l'industrie, que par exemple les brusques caprices des saisons peuvent obliger souvent l'exploitant à faire appel inopinément à de nombreux concours; tandis que le § 2 de l'article 1^{er} de la loi de 1898 joue très rarement, il est donc vraisemblable que les applications de l'article 4, § 1^{er} du projet actuel seront fréquentes et nécessaires. Or, il serait fâcheux, en privant de la protection légale les ouvriers embauchés dans de telles circonstances, de rendre du même coup leur recrutement plus difficile et plus onéreux pour l'exploitant.

(1) Le principe ci-dessus rappelé consiste dans le non-assujettissement de l'exploitant isolé.

Elle a pensé en outre que l'intérêt des ouvriers imposait la disposition dont il s'agit parce que partout où les ouvriers sont nombreux et où le travail presse, les risques professionnels deviennent sérieux et que laisser en matière agricole à la règle de l'article 1^{er}, § 2 de la loi de 1898 sa sphère d'application illimitée serait priver de la protection de la loi ceux des travailleurs de l'agriculture qui en ont peut-être le plus grand besoin. » (1)

Ainsi, d'après le projet, *ne sont pas garantis les collaborateurs accidentels alors qu'ils ne sont pas plus de deux, et qu'ils sont employés à des travaux fortuits, impossibles à prévoir normalement.*

On pourra regretter que le projet de loi ne protège pas aussi efficacement les collaborateurs accidentels dont le nombre est réduit à deux que les collaborateurs dont le nombre s'élève à trois ; et qu'il ne garantisse même pas dans tous les cas cette trinité ; mais enfin il faut reconnaître que le projet a de la sorte réduit la sphère d'application de l'exception contenue dans l'article 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 9 avril 1898. (2) Dans l'industrie, les collaborateurs accidentels ne bénéficient jamais du risque professionnel, quel que soit leur nombre et les travaux auxquels ils sont employés.

(1) V. M. E. Chauvin, *loc. cit.*

(2) Cette disposition se rencontre, d'ailleurs, dans la loi belge du 24 déc. 1903, sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail. L'art. 2, II, al. 2, est ainsi conçu : « sont assujetties... les exploitations agricoles qui occupent habituellement trois ouvriers. »

D'ailleurs, il convient de savoir que les collaborateurs accidentels *peuvent* bénéficier de façon générale du risque professionnel, c'est-à-dire qu'ils pourront invoquer la loi nouvelle même lorsque leur nombre sera inférieur à trois, même lorsqu'ils seront employés à des travaux normaux ; il suffit, pour cela, que l'agriculteur ait déclaré « se placer sous le régime de la présente loi pour tous les accidents qui surviendraient à ses ouvriers et employés par le fait ou à l'occasion du travail ». (Art. 5, al. 1^{er}). Cet article organise, en effet, pour les agriculteurs *l'assujettissement facultatif*. Il permet à l'exploitant de protéger ses collaborateurs accidentels dans tous les cas, et quel qu'en soit le nombre, s'il le désire ; de renoncer, en d'autres mots, en ce qui les concerne, au bénéfice des termes restrictifs de l'art. 4, al. 2. (1)

Cette disposition si intéressante, destinée à préparer l'application sans réserves de la législation nouvelle, est la reproduction d'une proposition de loi de M. Mirman votée par la Chambre des députés le 10 février 1902, « ayant pour objet de donner à toute personne occupant des salariés le droit de substituer à sa responsabilité éventuelle une responsabilité forfaitaire » (2). La proposi-

(1) L'agriculteur peut, d'ailleurs de la sorte, assurer aux membres de sa famille, le bénéfice de la loi. En ce qui les concerne, il peut également renoncer au bénéfice des termes restrictifs de l'art. 4. V. en ce sens, M. E. Chauvin, p. 161, col. 2.

(2) V. J. off., Chambre des députés, Déb. parl., 2^e séance du 10 févr. 1902, p. 547, 2^e col.

tion a d'ailleurs abouti aujourd'hui : elle est devenue loi. Nous aurons à la fin de notre étude, ainsi que nous l'avons annoncé dans la *Préface*, à examiner la loi toute récente du 18 juillet 1907 « ayant pour objet la faculté d'adhésion à la législation du travail » (1). Aussi nous contenterons-nous de donner ici le texte de l'art. 5 du projet de la Commission : « Tout employeur non assujetti par l'article précédent peut se placer sous le régime de la présente loi pour tous les accidents qui surviendraient à ses ouvriers et employés par le fait ou à l'occasion du travail. Cet assujettissement résulte de plein droit d'une déclaration déposée dans les mairies des communes sur le territoire desquelles l'exploitation est située, dans les formes déterminées par décret. Il est délivré gratuitement récépissé immédiat de cette déclaration qui est transcrite sur le registre spécial tenu à la disposition de tous les intéressés. L'employeur pourra faire cesser cet assujettissement par une déclaration faite dans la même forme, un an au plus tôt après celle visée au paragraphe 2 du présent article et au regard seulement des ouvriers et employés entrés à son service postérieurement à la déclaration qui fera cesser l'assujettissement. »

b) *Personnes responsables*

La personne tenue de réparer le dommage n'est pas

(1) V. *infra*, p. 103 et s.

nécessairement le propriétaire du fonds. La personne responsable, c'est l'exploitant ! Le propriétaire sera donc responsable, s'il exploite lui-même ; mais s'il a donné son fonds à exploiter à un fermier, par exemple, c'est le fermier qui sera responsable. « L'article 7, paragraphe 1^{er}, pose en face de la victime, dit M. E. Chauvin, comme seul responsable l'exploitant. Peu importe que cet exploitant s'appelle fermier, métayer, etc., l'ouvrier embauché par lui ne connaît que lui ; il ne doit pas être contraint d'aller réclamer l'indemnité d'accident à un propriétaire du sol inconnu ou lointain. L'ouvrier n'a d'ailleurs pas à redouter d'insolvabilité puisque le fonds de garantie le préserve de ce risque ». (1) Voici, au surplus, l'art. 7, al. 1^{er} : « Si le propriétaire n'exploite pas lui-même, le fermier, le métayer ou tout autre exploitant est seul responsable des indemnités vis-à-vis des victimes d'accidents ou de leurs ayants-droit. »

« Le principe ainsi formulé, déclare M. E. Chauvin, ne reçoit pas d'exception en ce qui concerne le fermier... ; ayant la direction et la responsabilité de l'exploitation, le fermier est un véritable exploitant à la tête d'une entreprise où il espère réaliser des bénéfices. A ce titre, il est tenu définitivement des risques de l'entreprise.

« Mais il n'en est pas de même du métayer, et le paragraphe 2 règle spécialement l'hypothèse du métayage » (2).

(1) V. M. E. Chauvin, p. 162, 1^{re} col.

(2) V. *Ibidem*, *loc. cit.*

Ce paragraphe est ainsi conçu : « S'il n'y a pas assurance, le métayer, ou en son lieu et place la Caisse Nationale des retraites pour la vieillesse dans le cas prévu par l'article 26 de la loi du 9 avril 1898, a un recours contre le bailleur jusqu'à concurrence de la moitié des indemnités, nonobstant conventions contraires. Ce recours ne pourra être exercé lorsque le métayer aura été dûment assuré contre l'intégralité du risque, soit par lui-même, soit par les soins du bailleur, sauf conventions entre eux sur la charge de la prime. »

Ainsi, assuré par ses propres soins ou par les soins du bailleur, le métayer supporte définitivement les conséquences de l'accident ; non assuré, il peut demander au bailleur de le décharger pour moitié.

Cette règle, en apparence bizarre, s'explique aisément, si l'on voit dans le métayer un associé (1) ou un salarié beaucoup plus qu'un exploitant autonome. Si une assurance n'a pas été contractée, pour l'intégralité du risque, on comprend aisément que le métayer, dans ces conditions, qui a dû payer à la victime l'indemnité totale, malgré toute convention contraire, puisse se retourner vers le propriétaire et lui dire : « Nous partageons habituellement les bonnes et les mauvaises récoltes, la bonne et la mauvaise fortune, il nous faut aussi partager le montant des demi-journées, des frais médicaux et pharmaceutiques que

(1) V. *supra*, p. 17.

j'ai versé au valet de ferme, à la suite du fâcheux accident dont il a été victime. »

Que si une assurance a été contractée, pareil langage ne peut décemment être tenu. Le métayer a été assez sage pour contracter assurance, c'est une compagnie qui s'est acquittée envers la victime, comment parler de recours ? Ou bien, c'est le propriétaire qui a contracté assurance pour le compte du métayer, c'est encore la Compagnie qui versera l'indemnité ; pas de recours, par suite !

Avec ce système, le propriétaire a intérêt d'assurer son métayer, quitte à s'entendre avec lui sur la charge de la prime. Le projet, en termes exprès, autorise pareille entente (v. art. 7, *in fine*). Et de la sorte est, en définitive, assez heureusement réglée « l'hypothèse du métayer » sur laquelle l'accord n'est point encore intervenu lorsqu'il s'agit de savoir lequel des deux, du métayer exploitant le moteur attaché à la ferme ou du maître, doit être déclaré responsable de l'accident occasionné par le moteur (1).

c) *A quelle condition la victime peut-elle se prévaloir
du risque professionnel ?*

La victime ne peut se prévaloir du risque professionnel que si l'accident s'est produit par le fait ou à l'occasion du travail, s'il se rattache au travail par un rapport

(1) V. *suprà*, p. 17.

d'effet à cause. C'est là une condition sur laquelle nous n'avons pas à insister ici. Elle est écrite dans la loi fondamentale du 9 avril 1898 (art. 1^{er}), et elle a été reproduite par la loi du 30 juin 1899 (1). Si nous la mentionnons, c'est pour indiquer que cette condition est *présumée* réalisée par le projet. L'art. 6 porte, en effet : « Dans les exploitations assujetties à la présente loi, sont présumés accidents du travail tous les accidents survenus au cours du travail. » Cette présomption a été édictée, parce qu'elle a été jugée à juste titre « particulièrement nécessaire en matière agricole. On peut construire aisément, a déclaré le rapporteur, d'innombrables hypothèses où apparaîtrait l'impossibilité matérielle pour la victime au milieu de la plaine ou de la montagne de prouver la relation de causalité, exigée par la Cour Suprême (2)... Au point de vue humain et social, ajoute M. E. Chauvin,... l'impossibilité de prouver la cause doit être traitée de la même façon que l'ignorance de la cause (3). »

Notons toutefois qu'il est accordé à l'exploitant de faire la preuve contraire, que la présomption édictée par le projet n'est pas *juris et de jure*. C'est, d'ailleurs, pour permettre à l'exploitant l'administration de la preuve contraire

(1) V. *suprà*, p. 32 et s.

(2) M. E. Chauvin écrit : « exigée par la Cour suprême » parce qu'il estime que cette relation de causalité n'était pas en réalité exigée par le législateur de 1898. V. *J. off.*, Chambre des députés, Doc. parl., 1907, p. 161, 3^e col.

(3) V. M. E. Chauvin, p. 162, 1^{re} col., *in initio*.

que l'alinéa 2 impose à la victime « sauf le cas de force majeure dûment justifié » de faire, « dans le mois de la date de l'accident la déclaration prévue par le § 4 de l'article 11 de la loi du 9 avril 1898. » Faute de déclaration dans le délai imparti, la victime « est déchue du bénéfice de la présomption. »

d) *Détermination du salaire de base*

Il va de soi qu'il n'y a difficulté pour déterminer le salaire sur lequel seront basées les indemnités journalières, et les rentes octroyées au cas d'incapacité permanente, que si le salaire n'est point invariablement fixé. On sait comment la loi du 30 juin 1899 a réglé la difficulté : si la victime n'est pas salariée, ou n'a pas un salaire fixe, l'indemnité due est calculée, selon les tarifs de la loi du 9 avril 1898, *d'après le salaire moyen des ouvriers agricoles de la commune*. Le projet ne se contente pas de cette règle fort simple. Il adopte une règle plus compliquée dont nous trouvons encore la justification dans le rapport de M. E. Chauvin. « On envisage, dit l'honorable député, l'hypothèse d'une période limitée de salaires exceptionnels, par exemple la moisson, précédée et suivie de périodes de bas salaires ou de chômage ; on suppose, en outre, que la victime a été accidentée au cours de la période de salaires exceptionnels. Doit-on décider que le salaire touché le jour de l'accident servira seul de base et

que jusqu'à la consolidation la victime touchera la moitié de ce salaire? Cette situation serait avantageuse à l'ouvrier dans l'hypothèse choisie, mais la logique imposerait la même réponse si l'accident s'était produit dans une période de très bas salaires... et l'injustice serait alors évidente parce que cet accident survenu peut-être à la veille de la moisson prive la victime d'un gain important... C'est pourquoi, le Gouvernement et votre Commission ont pensé qu'à la situation spéciale du travailleur agricole, obligé de subir dans son salaire les mêmes variations que la nature impose au travail des champs, devait correspondre une législation spéciale et que le calcul du salaire de base devait tenir compte de la régularité saisonnière des variations du salaire réel... » (1) Et M. E. Chauvin continue en indiquant la règle adoptée : « Le projet propose, dit-il, de donner au juge du fait le mandat d'évaluer la durée de la période de salaire exceptionnel au cours de laquelle l'accident est survenu : pendant toute cette période la victime recevra une indemnité journalière égale à la moitié du salaire exceptionnel correspondant à la période considérée ; mais cette période achevée, ... l'indemnité journalière sera la moitié d'un salaire de base fictif, celui des domestiques de ferme employés à l'année dans la région où l'accident est survenu ». (2) Voici, d'ailleurs, le texte de l'article proposé. — Art. 9 : « En cas de salaire va-

(1) V. M. E. Chauvin, p. 162. 3^e col., *in fine*.

(2) V. *Ibidem*, p. 163, 1^{re} col.

riable, l'indemnité journalière est égale, jusqu'à l'époque à laquelle devait prendre fin le travail de la victime dans l'exploitation, à la moitié du salaire qu'elle touchait au moment de l'accident, et par la suite, elle sera calculée, sur le taux arrêté tous les trois ans pour chaque département par le préfet, après avis du Conseil général, et après enquête suivie notamment auprès des syndicats agricoles ouvriers et patronaux, d'après le salaire moyen des domestiques employés à l'année... »

On peut trouver compliquée cette façon d'établir le salaire de base ; et cependant, de la sorte, ce salaire est déterminé avec plus de justice. Le juge de paix fixera d'ailleurs assez aisément le moment où prend fin la période durant laquelle l'ouvrier aurait touché un salaire exceptionnel — et, d'autre part, la procédure imaginée à l'effet d'arrêter le salaire moyen nous paraît assez sage. Le délai de trois ans indiqué par le projet pour révision, s'il y a lieu, du taux ainsi déterminé, nous paraît aussi constituer un délai très acceptable. Le salaire moyen étant arrêté pour trois années, le taux des primes pourra être assez facilement évalué.

L'article 9 règle ensuite le salaire de base lorsque le salaire est reçu en nature — et lorsque la victime n'est point salariée. Il nous suffit de reproduire ici les 2^e et 3^e alinéas dudit article : — Alinéa 2^e « S'il y a rémunération en nature, elle (l'indemnité journalière) est calculée, à moins de stipulation contraire élevant le chiffre de sa

quotité, sur le taux arrêté comme au paragraphe précédent, d'après la valeur moyenne de cette rémunération dans le département. » — Alinéa 3° « Si la victime n'est pas salariée, l'indemnité journalière due est calculée sur le taux prévu au premier paragraphe du présent article. »

L'article 9 contient un dernier alinéa que voici : « Si la victime n'est pas salariée ou si elle reçoit un salaire variable ou un salaire en nature, *les rentes*, prévues par la loi de 1898 seront calculées d'après un salaire annuel moyen fixé comme il est dit au § 1^{er} du précédent article. »

e) *Mesures destinées à « assurer le fonctionnement de la loi »*

Le projet préconise à l'effet d'assurer le fonctionnement de la loi :

- 1) La création d'un fonds de garantie ;
- 2) La création de mutualités.

Du fonds de garantie

Il ne suffit pas de faire une loi étendant aux ouvriers agricoles le bénéfice du risque professionnel, il faut encore les garantir contre l'insolvabilité possible de l'exploitant ou de l'assureur. Il est de toute nécessité que le paiement des indemnités promises par la loi s'effectue régulièrement, que les ouvriers agricoles ne soient pas privés des indemnités à eux accordées sous prétexte que l'exploitant

a sa bourse vide ou que la Compagnie d'assurances a fermé son guichet.

Aux ouvriers de l'industrie, un privilège a été accordé pour le paiement des indemnités journalières, les frais médicaux et pharmaceutiques par la loi du 9 avril 1898. Quant aux indemnités dues à la suite d'accidents ayant entraîné une incapacité permanente ou la mort, elles sont garanties — on le sait — grâce à un fonds, dit d'ailleurs « de garantie » institué par l'article 25. Ce fonds est constitué à l'aide d'une taxe additionnelle à la patente. Tous les industriels concourent donc à sa formation et garantissent ainsi en quelque sorte eux-mêmes leurs ouvriers contre leur insolvabilité. Grâce à ce fonds, les victimes d'accidents ou leurs ayants-cause recevront toujours la rente allouée.

En matière d'accidents agricoles, un fonds de garantie s'impose également ; et c'est précisément pour régler la contribution des assujettis qu'a été écrit l'article 13 du projet. Il ne pouvait être question d'ajouter une taxe à la patente, les agriculteurs n'y étant pas soumis. Le projet a tranché la difficulté :

1°) En ajoutant une taxe à la prime payée aux Compagnies d'assurances par les exploitants assurés ;

2°) En imposant une contribution au principal des rentes d'invalidité payées par les exploitants non-assurés.

L'article 13 est, en effet, ainsi conçu : « En vue de l'alimentation du fonds de garantie prévu à l'article 25 de la loi

précité (du 9 avril 1898), il sera perçu annuellement sur chaque contrat d'assurance souscrit en vue de l'application de la présente loi, une contribution dont le montant sera fixé, tous les cinq ans, par la loi de finances en proportion des primes et sera recouvré, en même temps que les primes, dans les conditions déterminées par un règlement d'administration publique, par les sociétés d'assurances, qui en opéreront le versement au fonds de garantie. — Sur les exploitants non assurés, il sera perçu, lors des liquidations des rentes mises à leur charge, une contribution dont le montant sera fixé dans les mêmes formes, en proportion du capital constitutif desdites rentes et sera recouvré pour le compte du fonds de garantie par les soins de l'Administration de l'Enregistrement. »

Les deux modes d'alimentation du fonds de garantie sont, au fait, assez ingénieux ; mais il nous est permis de ne pas insister sur ce point, la loi du 12 avril 1906 ayant elle-même adopté ce double procédé pour établir le fonds de garantie affecté au paiement des rentes attribuées aux victimes d'accidents occasionnés par l'emploi de machines agricoles mues par des moteurs inanimés (1). Disons tout simplement :

1^o) Au sujet du mode de contribution imposé aux assujettis assurés : qu'il a le mérite d'être proportionnel au risque-accident puisqu'il est proportionnel au montant de

(1) La loi du 30 juin 1899 avait omis de constituer un fonds de garantie. La loi du 12 avril 1906 a comblé cette lacune.

la prime — et qu'il réalise une grande facilité et une grande économie de perception : les Compagnies ajouteront la contribution à la prime et la verseront au fonds de garantie ;

2^o) Au sujet du mode de contribution imposé aux assujettis non assurés — auquel on a reproché d'être injuste, en ce sens qu'il n'atteint que les assujettis solvables, puisque la contribution n'est imposée qu'au moment de la *liquidation* des rentes — : « que l'institution du fonds de garantie implique en réalité une idée de mutualité qui doit faire écarter le grief dont s'agit. La vérité est que doivent être constitués débiteurs de la contribution au fonds de garantie tous ceux dont les ouvriers peuvent éventuellement faire appel à cette caisse ; ni en fait ni en droit on ne peut rien demander de plus ». (1)

Des mutualités

L'article 11 du projet porte : « Les exploitants peuvent s'assurer, pour toutes les indemnités d'incapacité temporaire à des mutualités communales ou cantonales d'assu-

(1) V. *J. off.*, Chambre des députés, Doc parl, 1907, p. 166, 3^e col.

N.-B. — Le projet n'indique pas comment sera garanti le paiement des indemnités journalières, des frais médicaux et pharmaceutiques. Il faut donc le déclarer garanti conformément à l'art. 23 de la loi fondamentale du 9 avril 1898.

rances constituées dans les conditions prévues par la loi du 4 juillet 1900 et en conformité de statuts-types établis par décret, rendu sur la proposition du ministre du travail et de la prévoyance sociale et du ministre de l'agriculture, pourvu :

1°) Que l'objet de ces mutualités soit statutairement limité à l'application du présent article ;

2°) Qu'elles comprennent au moins 50 adhérents.

La mutualité peut, par police collective, assurer tout ou partie de ses membres contre les accidents ayant entraîné la mort ou incapacité permanente absolue ou partielle, soit à la Caisse Nationale d'assurances, soit à une des sociétés fonctionnant en conformité de l'article 27 de la loi du 9 avril 1898, sauf répartition entre les membres du montant de la prime dans les conditions stipulées aux statuts. »

Ainsi, les exploitants peuvent, d'après cet article 11, former entre eux, dans la commune ou le canton, une mutuelle, et se garantir les uns les autres contre le risque mis à leur charge.

Sous les seules conditions : 1°) de limiter dans les statuts à ce seul objet la mutuelle, lesdits statuts étant d'ailleurs dressés « en conformité de statuts-types établis par décret rendu sur la proposition du ministre du travail et de la prévoyance sociale et le ministre de l'agriculture » — 2°) de comprendre au minimum 50 membres —, la mutuelle pourra être fondée selon les règles très larges de la loi du 21 mars 1884, sur les syndicats professionnels. La loi du

4 juillet 1900 à laquelle le projet renvoie pour la constitution de ces mutuelles a eu pour but précisément de soustraire aux formalités assez complexes de la loi du 24 juillet 1867 les sociétés constituées entre agriculteurs, ne réalisant pas de bénéfices, n'ayant pour objet que la garantie de risques se rattachant à la profession agricole (1).

Le projet facilite donc la création des mutualités destinées à garantir le risque professionnel. Il mérite ici encore d'être approuvé. Les exploitants ainsi groupés, pourront, étant sur les lieux, « constituer un organisme de contrôle décentralisé », (2) surveiller certains agissements toujours à craindre de la part de certains ouvriers prêts à s'habituer à considérer l'indemnité journalière comme une rente assez maigre qu'il faut toucher même une fois rétabli, et aussi longtemps que l'on vous jugera ne l'être point (3). Grâce surtout aux mutualités, les exploitants pourront, d'ailleurs, concurrencer dans une certaine mesure les Compagnies

(1) La loi du 4 juillet 1900, votée sans débats dans les deux Chambres, est ainsi conçue : « Les sociétés ou Caisses d'assurances mutuelles agricoles qui sont gérées et administrées gratuitement, qui n'ont en vue, et qui, en fait, ne réalisent aucun bénéfice, sont affranchies des formalités prescrites par la loi du 24 juillet 1867 et le décret du 22 janvier 1868, relatif aux sociétés d'assurance. Elles pourront se constituer en se soumettant aux prescriptions de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats agricoles... »

(2) V. M. E. Chauvin, p. 163, 3^e col.

(3) V. *Ibidem*, loc. cit.

d'assurances : c'est peut-être pour les exploitants une garantie contre elles ; les compagnies élèveront moins aisément le taux de leurs primes.

Notons toutefois que le projet avec sagesse ne permet aux mutualités de garantir définitivement, c'est-à-dire sans réassurance, que les indemnités journalières relatives à des accidents n'entraînant qu'une incapacité temporaire, et les frais médicaux et pharmaceutiques. Si les membres composant la mutualité veulent se garantir contre les accidents entraînant incapacité permanente partielle ou absolue, ou mort, la mutuelle doit elle-même contracter une réassurance. Le projet n'a pas voulu que la victime ou ses ayants-droit, s'il s'agit d'un accident ayant entraîné la mort, puissent à la caisse d'une mutuelle ne recevoir qu'une portion de l'indemnité fixée, le maximum de contribution annuelle dont chaque sociétaire est passible pour le paiement des sinistres, ne permettant pas de faire le versement intégral (1).

**Le projet abroge les deux derniers alinéas de l'article unique
de la loi du 30 juin 1899**

Il nous reste à nous demander ce que devient, d'après

(1) L'art. 29 du décret du 22 janv. 1868 dont le titre II est relatif précisément aux sociétés d'assurances mutuelles fixe un maximum de contribution annuelle pour le sociétaire, et cet art. 29 n'a pas été abrogé par la loi du 4 juill. 1900 déclarée applicable par le projet aux mutualités dont nous venons de nous occuper.

le projet du 5 novembre 1906, la loi du 30 juin 1899 que nous avons analysée dans le premier chapitre de cette étude.

Le projet édicte dans son article 13, *in fine*, que «... seront abrogés les deux derniers paragraphes de la loi du 30 juin 1899. » C'était utile à dire. On pourrait penser que le dernier paragraphe est abrogé, puisque la raison d'être de la loi nouvelle est précisément de généraliser le risque professionnel agricole; mais on pourrait, si la loi nouvelle ne s'explique pas sur ce point, ainsi que l'y sollicite le projet, soutenir que, pour le mode de détermination du salaire de base en matière d'accidents dus à des machines mues par des moteurs inanimés, continue à s'appliquer l'avant-dernier paragraphe de la loi du 30 juin 1899. Cette opinion serait même la seule vraie; mais on voit combien serait peu équitable la solution à laquelle elle conduirait. S'agit-il d'un accident occasionné par un instrument agricole quelconque, durant une période de salaires exceptionnels, on détermine le salaire de base, selon la règle contenue pour le moment en l'article 9 du projet. S'agit-il d'un accident occasionné par l'emploi de la machine mue par un moteur inanimé, on détermine le salaire de base selon la règle fixée par la loi du 30 juin 1899 (1). L'ouvrier recevrait plus dans un cas, moins dans l'autre!

(1) V. *suprà*, p. 44, note.

Dire donc que sont abrogés les deux derniers alinéas de la loi du 30 juin 1899 est utile, mais ne serait-il pas mieux encore d'abroger purement et simplement cette loi, et de reproduire dans la loi nouvelle les alinéas actuels qui édictent la responsabilité de l'exploitant du moteur, les conditions auxquelles elle est soumise et déterminent quelles sont les personnes protégées. Ainsi, l'on aurait du moins une loi complète sur le risque professionnel agricole. Dans la même loi seraient réglées la responsabilité de l'exploitant de la terre et de l'exploitant du moteur.

Nous croyons utile, d'ailleurs, de donner ici le texte du projet adopté par la Commission. Les articles reproduits en lettres italiques sont ceux que nous n'avons point analysé au cours de notre étude. Ils n'ont besoin, au surplus, d'aucune explication, mais ont néanmoins leur importance. Signalons notamment l'article 10 relatif aux ouvriers étrangers, et l'article 15 relatif à la résiliation des polices souscrites antérieurement à la promulgation de la loi.

Art. 1^{er}. — La législation concernant les responsabilités des accidents du travail est applicable, sous réserve des dispositions spéciales ci après, aux ouvriers, aux employés et aux domestiques autres que ceux exclusivement attachés à la personne, occupés dans les exploitations agricoles et forestières, dans les exploitations d'élevage de quelque nature qu'elles soient, de dressage et d'entraînement, dans les haras et dans les dépôts ou magasins de vente se

rattachant à des exploitations agricoles qui ne seraient pas soumis à la loi du 12 avril 1906.

Elle est étendue à toutes les personnes qui, même sans salaire, sont employées par l'exploitant, à l'exception des membres de la famille de l'exploitant visés à l'article 4, paragraphe 1^{er} ci-dessous.

Art. 2. — Sont assimilés aux ouvriers agricoles ou forestiers, au point de vue de l'application de la présente loi, ceux qui sont occupés, même par des particuliers, à l'entretien et à la mise en état des jardins et des parcs.

Art. 3. — Si une personne visée à l'article premier est employée par un même patron, principalement à un travail visé aux paragraphes précédents, mais accidentellement à une autre occupation, non visée par la législation des accidents du travail, la présente loi s'appliquera également aux accidents qui surviendraient au cours de cette autre occupation.

Art. 4. — Les exploitants qui travaillent d'ordinaire seuls ou avec l'aide exclusive de leurs ascendants, descendants, alliés au même degré, conjoint, frères et sœurs, ne seront pas assujettis à la présente loi.

Si cependant ces exploitants emploient la collaboration accidentelle simultanée de plus de deux personnes, salariées ou non, non visées au paragraphe précédent, ils seront assujettis pour le temps de la collaboration dont il s'agit et pour tous les collaborateurs non visés au paragraphe précédent, qui prêteront à ce moment leur concours à l'exploitation.

Art. 5. — Tout employeur non assujetti par les articles précédents peut se placer sous le régime de la présente loi pour tous les accidents qui surviendraient à ses ouvriers et employés par le fait ou à l'occasion du travail.

Cet assujettissement résulte de plein droit d'une déclaration déposée dans les mairies des communes sur le territoire desquelles l'exploitation est située, dans les formes déterminées par décret. Il est délivré gratuitement récépissé immédiat de cette déclaration qui est transcrite sur le registre spécial tenu à la disposition de tous les intéressés.

L'employeur pourra faire cesser cet assujettissement par une déclaration faite dans la même forme, un an au plus tôt après celle visée au paragraphe 2 du présent article et au regard seulement des ouvriers et employés entrés à son service postérieurement à la déclaration qui fera cesser l'assujettissement.

Art. 6. — Dans les exploitations assujetties à la présente loi, sont présumés accidents du travail, sauf preuve contraire, tous les accidents survenus au cours du travail.

Sera toutefois déchu du bénéfice de cette présomption, sauf le cas de force majeure dûment justifiée, la victime qui n'aurait pas, dans le mois de la date de l'accident, fait la déclaration prévue par le paragraphe 4 de l'article 11 de la loi du 9 avril 1898.

Art. 7. — Si le propriétaire n'exploite pas lui-même, le fermier, le métayer ou tout autre exploitant est seul res-

ponsable des indemnités vis-à-vis des victimes d'accidents ou de leurs ayants-droit.

S'il n'y a pas eu assurance, le métayer, ou en son lieu et place la caisse nationale des retraites pour la vieillesse dans le cas prévu par l'article 26 de la loi du 9 avril 1898, a un recours contre le bailleur jusqu'à concurrence de la moitié des indemnités, nonobstant conventions contraires.

Ce recours ne pourra être exercé lorsque le métayer aura été dûment assuré contre l'intégralité du risque, soit par lui-même, soit par les soins du bailleur, sauf conventions entre eux sur la charge de la prime.

Art. 8. — Lorsque l'accident survient à une personne occupée à la garde d'animaux, appartenant à plusieurs exploitants, la responsabilité leur incombe solidairement, sauf recours entre eux d'après les règles du droit commun.

Si l'ensemble du risque a été dûment assuré par un des coexploitants ou par un tiers, celui qui a payé les primes a un recours contre les coexploitants, qui ne restent plus alors tenus solidairement que vis-à-vis de lui et jusqu'à concurrence du montant des primes.

Art. 9. — En cas de salaire variable, l'indemnité journalière est égale, jusqu'à l'époque à laquelle devait prendre fin le travail de la victime dans l'exploitation, à la moitié du salaire qu'elle touchait au moment de l'accident, et par la suite, elle sera calculée, sur le taux arrêté tous les trois ans pour chaque département par le préfet, après avis du Conseil général et après enquête suivie

notamment auprès des syndicats agricoles ouvriers et patronaux, d'après le salaire moyen des domestiques employés à l'année.

S'il y a rémunération en nature, elle est calculée, à moins de stipulation contraire, élevant le chiffre de sa quotité, sur le taux arrêté comme au paragraphe précédent, d'après la valeur moyenne de cette rémunération dans le département.

Si la victime n'est pas salariée, l'indemnité journalière due est calculée sur le taux prévu au premier paragraphe du présent article.

Si la victime n'est pas salariée ou si elle reçoit un salaire variable ou un salaire en nature, les rentes, prévues par la loi de 1898 seront calculées d'après un salaire annuel moyen fixé comme il est dit au paragraphe 1^{er} du présent article.

Art. 10. — Par dérogation aux dispositions de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, les ouvriers étrangers victimes d'accidents, qui ne résideraient pas ou cesseraient de résider sur le territoire français ne recevront pas d'indemnité journalière, sauf clauses contraires des traités prévus par ledit article.

Art. 11. — Les exploitants peuvent s'assurer, pour toutes les indemnités d'incapacité temporaire, à des mutualités communales ou cantonales d'assurances constituées dans les conditions prévues par la loi du 4 juillet 1900 et en conformité de statuts-types établis par décret, rendu sur la proposition du ministre du travail et de la pré-

voyance sociale et du ministre de l'agriculture, pourvu :

1° Que l'objet de ces mutualités soit statutairement limité à l'application du présent article.

2° Qu'elles comprennent au moins cinquante adhérents.

La mutualité peut, par police collective, assurer tout ou partie de ses membres contre les accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente absolue ou partielle, soit à la caisse nationale d'assurances, soit à une des sociétés fonctionnant en conformité de l'article 27 de la loi du 9 avril 1898, sauf répartition entre les membres du montant de la prime, dans les conditions stipulées aux statuts.

Art. 12. — Pour les accidents régis par la présente loi, un décret déterminera les conditions dans lesquelles les avis d'accidents visés au cinquième alinéa de l'article 11 de la loi du 9 avril 1898 devront être transmis par les mairies.

Pour les mêmes accidents, le délai de vingt-quatre heures dans lequel le juge de paix doit procéder à l'enquête prévue au deuxième paragraphe de l'article 12 de la même loi est porté à trois jours.

Art. 13. — En vue de l'alimentation du fonds de garantie prévu à l'article 25 de la loi précitée, il sera perçu annuellement sur chaque contrat d'assurance souscrit en vue de l'application de la présente loi une contribution dont le montant sera fixé, tous les cinq ans, par la loi de finances en proportion des primes et sera recouvré, en même temps

que les primes, dans les conditions déterminées par un règlement d'administration publique, par les sociétés d'assurances, qui en opéreront le versement au fonds de garantie.

Sur les exploitants non assurés, il sera perçu, lors des liquidations de rentes mises à leur charge, une contribution dont le montant sera fixé dans les mêmes formes, en proportion du capital constitutif desdites rentes et sera recouvré pour le compte du fonds de garantie par les soins de l'administration de l'enregistrement.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles seront effectués les versements des compagnies d'assurances en cas d'accidents et les recouvrements de l'administration de l'enregistrement, ainsi que toutes les mesures nécessaires pour assurer l'exécution du présent article.

Toute contravention aux prescriptions de ce règlement sera punie d'une amende de 100 à 1.000 francs.

Art. 14. — Ne sont pas applicables aux exploitations régies par la présente loi les dispositions de l'article 31 de la loi du 9 avril 1898. Mais la présente loi ainsi que les règlements relatifs à son exécution devront demeurer constamment affichés dans l'intérieur des mairies et des justices de paix.

Art. 15. — La présente loi sera applicable trois mois après la promulgation des décrets visés aux articles 11, 12 et 13.

A partir de ladite promulgation et dans les six mois qui suivront les contrats d'assurances souscrits antérieurement pour les exploitations visées à l'article 1^{er} pourront, même s'ils cou-

vraient le risque spécifié par les lois du 9 avril 1898, 22 mars 1902, 31 mars 1905 ou 30 juin 1899, être dénoncés par l'assureur ou par l'assuré.

La dénonciation s'effectuera, soit au moyen d'une déclaration dont il sera donné récépissé, faite au siège social ou chez l'agent local, soit : par un acte extrajudiciaire, soit par lettre recommandée. Le contrat se trouvera ainsi intégralement résilié le dixième jour à midi, à compter du jour de la déclaration, de la signification de l'acte extrajudiciaire ou du dépôt à la poste de la lettre recommandée.

Les primes restant à payer ne seront acquises à l'assureur qu'en proportion de la période d'assurance réalisée jusqu'au jour de la résiliation. Les primes payées d'avance pour assurances à forfait ne lui resteront acquises, et seulement jusqu'à concurrence de six mois de risques au minimum à compter du jour de la résiliation, que si le contrat n'a pas été dénoncé par lui ; le surplus sera restitué à l'assuré.

A partir de la même date seront abrogés les deux derniers paragraphes de la loi du 30 juin 1899.

Art. 16. — Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles la présente loi pourra être déclarée applicable à l'Algérie et aux colonies.

CHAPITRE III

La loi du 18 juillet 1907

En attendant que le projet que nous venons d'étudier soit devenu la loi soumettant au risque professionnel les agriculteurs, ceux-ci peuvent de leur plein gré tenter un loyal essai.

Une loi, en effet, portant la date du 18 juillet dernier, et promulguée au *Journal officiel* du 21, autorise « *tout employeur non assujetti à la législation concernant les responsabilités des accidents du travail à se placer sous le régime de ladite législation pour tous les accidents qui surviendraient à ses ouvriers, employés ou domestiques, par le fait du travail ou à l'occasion du travail.* » (Art. 1^{er}, alin. 1^{er}). Tout comme le maître de maison peut assurer ses serviteurs, l'agriculteur peut assurer ses ouvriers et employés contre les accidents dont ceux-ci peuvent être victimes, selon les dispositions de la loi sur les accidents du travail. L'art. 1^{er}, alinéa 1^{er}, est conçu en termes absolus : « *Tout employeur...* » : donc l'agriculteur aussi bien que tout autre. Cette loi a été faite pour tous ceux qui ne sont pas encore soumis à la législa-

tion des accidents du travail. On a cru que le moment n'était point encore arrivé de les y soumettre ; mais on a pensé qu'on hâterait peut-être ce moment en leur permettant d'y adhérer dès aujourd'hui volontairement. *Il n'y a donc aucune raison pour ne point la déclarer applicable aux agriculteurs.* D'ailleurs, dans son rapport au Sénat, M. Poirrier, après avoir rappelé que pareille proposition ayant pour objet de se soumettre au risque professionnel avait été adoptée par la Chambre des députés, le 10 février 1902 (1), et le but que se proposait son auteur, M. Mirman, ajoute : Depuis l'adoption par la Chambre des députés de cette proposition de loi, le Parlement a voté l'extension obligatoire de la loi de 1898 à toutes les entreprises industrielles et commerciales. Cette réforme, proposée également par M. Mirman, et qui, disait-il, tenait à ses yeux la première place se trouve réalisée ;... la loi qui vous est soumise n'a plus la même importance... Mais il ne reste pas moins de très nombreux employeurs et salariés à qui ne s'applique pas la loi de 1898 : *les exploitations agricoles et forestières*, les professions libérales, les employeurs de salariés attachés à leur service personnel. Sans doute, continue M. Poirrier un projet de loi ayant pour but d'étendre la législation sur les accidents du travail aux exploitations agricoles et forestières a été déposé le 5 novembre 1906 sur le bureau de la Chambre des

(1) V. d'ailleurs, *suprà*, p. 80.

députés ; il a été l'objet d'un rapport favorable ; mais en le supposant voté, il resterait encore les employeurs et employés des deux autres catégories citées plus haut... » (1)

Donc par sa lettre et son esprit, la loi du 18 juillet 1907 doit être déclarée applicable aux agriculteurs. Ils ont le droit de s'en prévaloir. Notons, au surplus, que cette loi leur permet de s'assujettir à la législation des accidents du travail, même au regard des domestiques attachés à leur personne, alors que le projet du 5 novembre 1906 continue au regard de ces derniers à ne les considérer tenus que selon le droit commun (2). En conséquence, si le projet sur ce point est voté tel quel, la loi du 18 juillet 1907 intéressera encore, en partie du moins, les agriculteurs. C'est d'elle qu'ils se prévaudront lorsqu'ils voudront soumettre les domestiques attachés à leur personne au risque professionnel. Le projet s'occupe, d'ailleurs, dans un assez long article de cet assujettissement facultatif (3). Aujourd'hui que les formes de cet assujettissement sont fixées, et de façon plus satisfaisante encore par la loi du 18 juillet 1907, il suffira d'indiquer dans la loi nouvelle sur les accidents agricoles que, en ce qui concerne l'assujettissement au profit des domestiques attachés à la personne et de certains membres de la famille qui ne bénéficieront

(1) V. *J. off.*, Sénat, Doc. parl., 1907, annexe, n° 117.

(2) V. *suprà*, p. 74, note 1.

(3) V. *suprà*, p. 80-81.

sans doute pas du risque professionnel (1), les agriculteurs n'auront qu'à se conformer aux prescriptions de la loi du 18 juillet 1907.

Voyons en quelques mots quelles sont ces prescriptions.

a) *Des formalités imposées à l'employeur adhérent
à la législation des accidents du travail.*

L'employeur qui veut adhérer à la législation des accidents du travail, doit déposer à la mairie du siège de son exploitation, ou s'il n'y a pas exploitation, à la mairie de sa résidence, une *déclaration* à cet effet. Il doit aussi, en même temps, présenter un *carnet* (2).

La déclaration est immédiatement transcrite sur un registre spécial. Récépissé en est donné immédiatement.

Le maire mentionne sur le carnet la déclaration, sa date, et appose son visa. V. d'ailleurs l'art. 1^{er}, alinéa 2 (3).

(1) V. *suprà*, p. 74, note 1 ; 75-76.

(2) Ce carnet est destiné à recevoir l'adhésion des salariés. V. *infra*, p. 409.

(3) Le dernier alinéa de l'art. 1^{er} dispose : « Les formes de la déclaration et du carnet sont déterminées par décret. — Le carnet doit être conservé par l'employeur pour être, le cas échéant, représenté en justice ».

Le décret annoncé a paru au *J. Off.* dès le 31 juillet. Nous le donnons *in extenso*, à la fin de notre étude, avec les modèles y annexés. V. *infra*, p. 412 et s.

b) *Du consentement des ouvriers, employés ou domestiques.*

Il ne suffit pas que l'employeur se soit conformé aux prescriptions édictées par l'art. 1^{er}, alinéa 2 de la loi du 18 juillet 1907, pour que, du coup, ses ouvriers, employés ou domestiques soient soumis à la législation des accidents du travail. « Ce qui est une faculté pour l'une des parties, a dit en termes excellents dans son rapport M. Poirrier, ne peut devenir une obligation pour l'autre (1). » Les ouvriers, employés ou domestiques ne seront soumis à cette législation que s'ils y consentent. Leur adhésion est donnée sur le carnet dont il a déjà été question. La date de l'adhésion doit figurer en toutes lettres. Voici, au surplus, le texte de l'alinéa 1^{er} de l'art. 2 : « La législation sur les accidents du travail devient alors *de plein droit* applicable à tous ceux de ses ouvriers, employés ou domestiques qui auront donné leur *adhésion*, signée et datée en toutes lettres par eux, au carnet prévu par l'article précédent. »

L'alinéa 2 nous indique que si l'ouvrier, employé ou domestique ne sait ou ne peut signer, son adhésion est reçue par le maire qui la mentionne sur le carnet (2).

(1) V. M. Poirrier, Rapp, *in medio*.

(2) Les mineurs et les femmes mariées peuvent adhérer sans le consentement du père, du tuteur ou du mari. (Art. 1^{er}, al. 3.); mais, en ce cas, l'adhésion doit être reçue par le maire. Le décret du 31 juill. 1907 a, d'ailleurs, établi la formule complémentaire que le maire doit remplir et signer, lorsque « l'adhérent ne sait ou ne peut signer, ou bien s'il s'agit d'un mineur ou d'une femme mariée. » V. *infra*, p. 117, *in fine*.

c) *Cessation de l'assujettissement*

L'employeur n'est pas irrémédiablement assujetti. S'il le désire, la loi lui donne la faculté de mettre un terme à son assujettissement. L'art. 3 nous dit, en effet : « L'employeur peut, pour l'avenir, faire cesser son assujettissement à la législation sur les accidents du travail par une *déclaration* spéciale à la mairie. Cette déclaration dont il lui est donné immédiatement récépissé, est transcrite sur le registre visé à l'art. 1^{er}, à la suite de la déclaration primitive ainsi que sur le carnet (1). »

On s'explique, d'ailleurs, aisément, cette faculté accordée à l'employeur de faire cesser l'assujettissement, si on tient compte du but poursuivi par le législateur. En 1907 comme en 1902, le législateur a voulu préparer les employeurs, quels qu'ils soient, à l'application en quelque sorte intégrale du risque professionnel. Il a pensé, non sans raison, que le meilleur moyen pour réaliser plus aisément cette fin était encore d'engager les intéressés à faire librement un simple essai. Combien peu se prêteraient au désir du législateur, s'ils savaient par avance ne pas pouvoir revenir

(1) Le décret du 31 juill. 1907 détermine également la forme de la déclaration et du récépissé de cessation d'adhésion, V. *infra*, p. 114-115.

sur leur déclaration (1). Que serait, d'ailleurs, cet essai qu'il faudrait continuer à subir, malgré soi ?

Mais bien entendu « la cessation d'assujettissement n'a point effet vis-à-vis des ouvriers, employés ou domestiques qui ont accepté, dans les termes prévus à l'article précédent, d'être soumis à la législation sur les accidents du travail ». Ainsi s'exprime l'alinéa 2 de l'article 3. L'alinéa 1^{er} avait dit déjà : « L'employeur peut, pour *l'avenir*... », indiquant bien par là que la cessation de l'assujettissement ne pouvait produire aucun effet dans le passé. Cela est d'ailleurs conforme au droit commun. Employeur et employés ont déclaré se référer « à la législation des accidents ». L'employeur ne peut se délier, s'ils n'y consentent point !

Terminons en disant que l'employeur qui adhère à la législation des accidents du travail contribue au fonds de garantie dans les conditions spécifiées par l'article 5 de la loi du 12 avril 1906. Ces conditions ont d'ailleurs été étudiées à propos de l'article 13 du projet gouvernemental du 5 novembre 1906. Il est donc inutile de les reprendre ici (2).

(1) V. en ce sens, sur l'art. 5 du projet gouvernemental du 5 nov. 1906, le rapport de M. E. Chauvin, *J. off.*, Chambre des députés, Doc. parl., 1907, p. 161, 2^e col., *in medio*.

(2) V. *suprà*, p. 89 et s.

MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA
PRÉVOYANCE SOCIALE

DÉCRET *déterminant les formes des déclarations et du carnet prévus par la loi du 18 juillet 1907 ayant pour objet la faculté d'adhésion à la législation des accidents du travail (1).*

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre du travail et de la prévoyance sociale,

Vu la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, modifiée par celles des 22 mars 1902, 31 mars 1905 et 17 avril 1906 ;

Vu la loi du 18 juillet 1907, ayant pour objet la faculté d'adhésion à la législation des accidents du travail,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. -- Les déclarations d'adhésion ou de cessation d'adhésion à la législation sur les accidents du travail, dans les termes de la loi du 18 juillet 1907, ainsi que les récépissés correspondants, doivent être établis conformément aux modèles I à IV annexés au présent décret.

ART. 2. — Le carnet d'adhésions prévu par la loi du 18 juillet 1907 doit être établi conformément au modèle V annexé au présent décret.

V. *J. off.*, 31 juillet 1907, p. 5349.

ART. 3. — Le ministre du travail et de la prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rambouillet, le 30 juillet 1907.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

*Le ministre du travail
et de la prévoyance sociale,*

RENÉ VIVIANI.

MODÈLES ANNEXÉS

MODÈLE 1

Déclaration d'adhésion à la législation sur les accidents du travail

Le soussigné (1).....
déclare à M. le maire de la commune d
canton d
arrondissement d
département d
conformément à l'article 1^{er} de la loi du 18 juillet 1907, qu'il adhère à la législation sur les accidents du travail pour tous les accidents qui surviendraient à ses ouvriers, employés ou domestiques par le fait du travail ou à l'occasion du travail, à partir du (2).....

A....., le (3) 19..

(Signature).

MODÈLE II

DÉPARTEMENT	République française
d.....	—
—	Mairie d
ARRONDISSEMENT	—
d.....	<i>Récépissé de déclaration d'adhésion</i>
—	<i>à la législation sur les accidents du travail.</i>
CANTON	(Art. 1 ^{er} de la loi du 18 juillet 1907.)
d.....	—
(1) Nom et prénoms.	Nous, soussigné (1).....
(2) Nom, pré- noms, profession et adresse du déclarant.	maire de la commune d.....
(3) Date en toutes lettres.	donnons récépissé à M. (2).....
	de sa déclaration d'adhésion à la législation sur les accidents du travail qu'il a déposée ce jour à la mairie.
	Fait à, le (3) 19
	(Signature).

MODÈLE III

**Déclaration de cessation d'adhésion à la législation
sur les accidents du travail**

(1) Nom, pré- noms, profes- sion et adresse de l'employeur.	Le soussigné (1).....
(2) Date en toutes lettres.	déclare à M. le maire de la commune d.....
	canton d
	arrondissement d
	département d
	qu'à partir du (2).....
	il cesse par la présente déclaration, d'adhérer
	à la législation sur les accidents du travail, dans
	les termes de l'article 3 de la loi du 18 juillet
	1907 et qu'il annule par suite, pour l'avenir, la
	déclaration d'adhésion à ladite législation qu'il
	avait faite le.....
	A....., le 19..
	(Signature).

MODÈLE IV

DÉPARTEMENT	République française
d.....	—
ARRONDISSEMENT	Mairie d.....
d.....	—
CANTON	<i>Récépissé de cessation d'adhésion</i>
d.....	<i>à la législation sur les accidents du travail</i>
—	(Art. 3 de la loi du 18 juillet 1907.)
(1) Nom et prénoms.	Nous soussigné (1).....
(2) Nom, pré- noms, profes- sion et adresse du déclarant.	maire de la commune d.....
(3) Date en toutes lettres.	donnons récépissé à M. (2).....
	de sa déclaration de cessation d'adhésion à la
	législation sur les accidents du travail qu'il a
	déposée ce jour à la mairie.
	Fait à, le (3) 19
	(Signature.)

MODÈLE V

Carnet d'adhésions

(1) Nom, pré-
noms, profession
et adresse de
l'employeur.

à la législation sur les accidents du travail en ce
qui concerne les salariés employés par M. (1)...

(Le présent carnet doit être conservé par
l'employeur pour être, le cas échéant, repré-
senté en justice.)

Extraits de la loi du 9 avril 1898

(Reproduire ici le texte des articles 2, 3, 4, 7,
8, 9, 10, 11, 12, 13, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23,
et 24 de la loi du 9 avril 1898 modifiée par celles
des 22 mars 1902, 31 mars 1905 et 17 avril 1906).

Texte de la loi du 19 juillet 1907.

(Reproduire ici le texte de la loi.)

Mention de la déclaration d'adhésion.

(1) Nom et prénoms.

(2) Nom, prénoms, profession et adresse du déclarant.

(3) Date en toutes lettres.

(4) Date en toutes lettres.

(5) Date en toutes lettres.

Nous, soussigné (1)
 maire de la commune d
 canton d
 arrondissement d
 département d
 certifions au présent carnet d'adhésions que
 M. (2)

 a déclaré le (3)
 adhérer à la législation sur les accidents du
 travail à partir du 4
 Fait à le (5) 19 ..

(Signature.)

Mention de la déclaration de cessation d'adhésion.

(1) Nom et prénoms.

(2) Nom, prénoms, profession et adresse du déclarant.

(3) Date en toutes lettres.

(4) Date en toutes lettres.

Nous, soussigné (1)
 maire de la commune d
 canton d
 arrondissement d
 département d
 certifions au présent carnet d'adhésions que
 M. (2)

 a déclaré le (3)
 cesser d'adhérer à la législation sur les acci-
 dents du travail.

Fait à le (4) 19 ..

(Signature.)

Adhésions**Adhésion n° 1 (1).**

(1) Ces formu-
 les d'adhésion
 peuvent être en
 nombre illimité.

Le soussigné (nom)
 Prénoms
 Né à le
 de nationalité
 Profession

demeurant à (lieu)..... département de.....
rue n°

Vu la déclaration ci-dessus relatée faite par
M.....
le.....
à la mairie d
par laquelle il adhère, conformément à l'article
1^{er} de la loi du 18 juillet 1907, à la législation
des accidents du travail, déclare adhérer égale-
ment à ladite législation, conformément à l'ar-
ticle 2 de ladite loi.

(2) Date en
toutes lettres.

A....., le (2)19. .

(Signature.)

(Dans le cas où l'adhérent ne sait ou ne peut
signer, ou bien s'il s'agit d'un mineur ou d'une
femme mariée, le maire doit remplir et signer la
formule complémentaire suivante :)

(1) Nom et
prénoms.

(2) Être fem-
me mariée, ou
être mineur, ou
ne savoir ou ne
pouvoir signer.

(3) Date en
toutes lettres.

Nous, soussigné (1).....
Maire de la commune d.....
canton d
arrondissement d
département d
certifions avoir reçu l'adhésion ci-dessus de
M.....
qui nous a déclaré expressément (2).....
.....
de laquelle déclaration nous lui avons donné
acte par la présente.

Fait à le (3) 19

(Signature.).

Vu :
Le président de la thèse,
C. PERREAU.

Vu :
Le doyen,
CH. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :
Le vice-recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
PRÉFACE.....	1

INTRODUCTION

Dans quelle mesure la loi du 9 avril 1898 s'applique-t-elle à l'agriculture.....	5
--	---

CHAPITRE PREMIER

La loi du 30 juin 1899

I. Personnes responsables. — Raison de la responsabilité..	13
II. Conditions de la responsabilité.....	20
a) <i>Il faut que l'accident se soit produit dans une exploitation agricole.....</i>	21
b) <i>Il faut que l'accident soit occasionné par l'emploi de la machine agricole.....</i>	25
c) <i>Il faut que la machine soit mue par un moteur inanimé.....</i>	30
d) <i>Il faut que l'accident ait eu lieu par le fait ou à l'occasion du travail.....</i>	32
e) <i>Il faut que la victime soit occupée à la conduite ou au service de la machine ou du moteur.....</i>	35
III. Personnes bénéficiaires de la loi du 30 juin 1899.....	36

CHAPITRE II

Le risque professionnel doit être étendu à l'agriculture.....	47
<i>Objections élevées contre l'extension. — Réfutation.....</i>	51
Le risque professionnel devant être étendu à l'agriculture, la loi du 9 avril 1898 ne peut pas lui être déclarée pure- ment et simplement applicable.	60
La proposition de M. Mirman du 13 décembre 1900..	66
Le projet de loi du Gouvernement du 5 novembre 1906.	72
a) <i>Personnes garanties.....</i>	73
b) <i>Personnes responsables.....</i>	81
c) <i>A quelle condition la victime de l'accident peut se prévaloir du risque professionnel.....</i>	84
d) <i>Détermination du salaire de base.....</i>	86
e) <i>Mesures destinées à assurer le fonctionnement de la loi</i>	89
Du fonds de garantie.....	89
Des mutualités	92
Que devient dans le projet la loi du 30 juin 1899?.....	95

CHAPITRE III

La loi du 18 juillet 1907

(ayant pour objet la faculté d'adhésion à la législation des accidents
du travail)

Son application à l'agriculture.....	105
<i>Des formalités imposées à l'employeur adhérent à la législation des accidents du travail</i>	108
<i>Du consentement des ouvriers employés ou domestiques.....</i>	109
<i>Cessation de l'assujettissement</i>	110
Décret du 31 juillet 1907, déterminant les formes des dé- clarations et du carnet prévus par la loi du 18 juillet 1907.	112

